

HG
4090
.A52314
1985
Avril

Canada

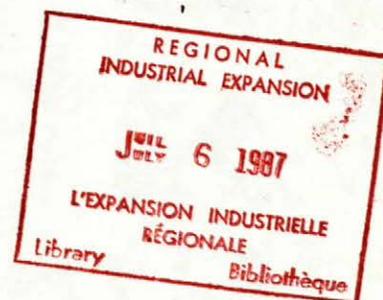
**RAPPORT DE L'ENQUÊTE MENÉE PAR
LE MEIR SUR LES INTENTIONS
D'INVESTISSEMENT EN AVRIL 1985**



Gouvernement
du Canada
Expansion industrielle
régionale

Government
of Canada
Regional Industrial
Expansion

RAPPORT DE L'ENQUÊTE
MENÉE PAR LE MEIR SUR
LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT
EN AVRIL 1985



Enquêtes et analyse
Services des données et des statistiques
Ministère de l'Expansion industrielle
régionale
Ottawa
juin 1985

REMERCIEMENTS

Nous tenons à témoigner notre reconnaissance aux nombreux dirigeants d'entreprise qui nous ont confié leurs projets d'investissement et ont pris le temps de s'entretenir avec nous de questions connexes, rendant ainsi possible l'enquête sur les intentions d'investissement du MEIR.

Nous désirons aussi remercier les membres de la Banque du Canada, des ministères fédéraux de l'Énergie, des Mines et des Ressources, du ministère des Finances, du ministère de l'Industrie de la province du Manitoba, des Directions de la politique industrielle et de la planification, ainsi que des bureaux régionaux du ministère de l'Expansion industrielle régionale qui nous ont prêté leur appui au cours de cette enquête.

M. A. Skahen, analyste au Groupe des enquêtes et de l'analyse, se fera un plaisir de répondre aux questions suscitées par le présent rapport.

Nancy Chinfen
Directrice
Services des données et des statistiques
Ministère de l'Expansion industrielle
régionale
Ottawa
(613) 993-5101

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	i
Résumé	iii
Les faits saillants de l'enquête d'avril 1985	1
Les perspectives régionales	
La région de l'Atlantique	8
Le Québec	12
L'Ontario	13
La région des Prairies	16
La Colombie-Britannique et le Nord canadien	20

Annexe

Tableaux

AVANT-PROPOS

Ce rapport rend compte des résultats de l'enquête sur les intentions d'investissement menée en avril et en mai 1985 auprès de quelque 278 grandes entreprises par le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR). L'enquête ne tient pas compte des petites et moyennes entreprises, ni des investissements dans les secteurs du logement, de l'agriculture et de la pêche. Les dépenses directes des administrations publiques sont également exclues.

Les données fournies dans ce rapport doivent être considérées uniquement comme reflétant les intentions d'investissement manifestées par un ensemble de grandes entreprises à un moment donné; elles ne présentent donc pas la situation des investissements dans toute l'économie puisque les dépenses prévues par ces grandes entreprises ne sont pas nécessairement un reflet des dépenses envisagées par les petites entreprises. Les statistiques présentées ici sont néanmoins utiles en ce qu'elles indiquent les changements intervenus au niveau des investissements prévus depuis la dernière enquête, ainsi que les facteurs à l'origine de ces changements. Les résultats de l'enquête donnent aussi une ventilation des intentions d'investissement à un niveau relativement désagrégé.

Cette enquête a été menée avant le dépôt du budget fédéral le 23 mai dernier et n'en traduit donc pas les conséquences. De plus, de nombreuses entreprises pétrolières et gazières ont précisé qu'elles n'ont pas tenu compte dans leur plan des aspects positifs de l'Accord de l'Ouest.

Puisque les sociétés participantes ne sont pas choisies au hasard, les résultats globaux de l'enquête ne sont peut-être pas représentatifs de l'ensemble de l'économie. Il faut souligner que les renseignements fournis par les différentes sociétés demeurent confidentiels; le nom des sociétés ou les réponses ne sont pas rendus publics.

Le but de l'enquête est de fournir des renseignements sur le processus décisionnel des sociétés en matière d'investissement et de préparer une documentation pertinente qui sera utilisée, avec d'autres données, dans le cadre des décisions prises par le Ministère en matière de politique et de planification.

RÉSUMÉ

L'enquête sur les intentions d'investissement menée en avril et en mai 1985 auprès de 278 grandes sociétés, par le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR), donne un aperçu des investissements prévus par les entreprises pour 1985. Plusieurs faits saillants se dégagent de ce rapport.

- i) L'enquête menée en avril 1985 indique que les dépenses d'investissement des sociétés répondantes pourraient s'accroître d'environ 18,9 % au cours de l'année. En octobre 1984, ces mêmes entreprises prévoyaient une augmentation de 12,3 % pour 1985.
- ii) Si l'on compare les résultats d'avril à ceux de l'enquête menée en octobre 1984, les niveaux d'investissement pour 1984 et 1985 doivent être modifiés à la baisse, de 6,3 et 0,8 % respectivement.
- iii) Le secteur non manufacturier s'est montré optimiste et le secteur manufacturier a maintenu ses dépenses.
- iv) Pour cette enquête, les grandes entreprises ont, dans l'ensemble, utilisé un facteur d'ajustement des coûts de 5,0 % dans leur budget des investissements pour 1985, alors qu'elles avaient eu recours à un facteur de 5,8 % pour l'enquête menée en octobre 1984.
- v) Au niveau régional, le Québec, les Prairies et l'Ontario prévoient des augmentations pour 1985. La région de la Colombie-Britannique connaît des diminutions annuelles, et celle de l'Atlantique n'a indiqué aucune modification essentielle entre 1984 et 1985.

- vi) En 1985, les dépenses des entreprises à propriété canadienne majoritaire, au chapitre d'installations et d'équipement neufs, devraient augmenter de 11,7 %, contre une hausse de 34,3 % du côté des entreprises à propriété étrangère.

- vii) Comparativement à l'enquête similaire menée en octobre 1984, la dernière enquête révèle une hausse de 2,5 % des investissements prévus pour la période 1986-1989. Au total, les projets d'investissement des sociétés s'élèvent actuellement à environ 91 milliards de dollars (en dollars courants), à moyen terme.

- viii) Les projets d'investissement des entreprises privées accusent une hausse de 24,6 % en 1985, comparativement à une augmentation de 6,9 % pour les sociétés publiques (c.-à-d., les sociétés d'État).

- ix) Environ 2,6 milliards de dollars d'investissement qui n'étaient pas inclus par les grandes sociétés dans leurs projets d'investissement étaient néanmoins considérés comme présentant des possibilités de réalisation à moyen terme. Dix-huit entreprises manufacturières ont indiqué 1,2 milliard de dollars (soit environ 45 %) de ce total, alors que le reste (1,4 milliard de dollars) fut signalé par 14 entreprises non manufacturières. Les sociétés de produits forestiers comptent pour 28 % de ces investissements éventuels à moyen terme; les sociétés minières pour 25 %; les sociétés pétrolières et gazières pour 14 % et les sociétés de première transformation des métaux pour 10 %.

- x) Près de 61 % des entreprises interrogées ont déclaré s'attendre à une hausse de leurs bénéfices en 1985 par rapport à 1984, tandis que 22 % environ prévoyaient une baisse à ce chapitre.

- xi) Les facteurs cités le plus fréquemment comme influant sur les investissements étaient les ventes nationales et étrangères escomptées, les ressources d'autofinancement prévues, les taux de rendement, les politiques gouvernementales et la situation économique future du Canada.
- xii) En 1985, les sociétés manufacturières interrogées comptent fonctionner à 81 % de leur capacité de production, comparativement à 79 % en 1984.
- xiii) Le chiffre d'affaires des sociétés, mesuré en dollars courants, devrait progresser d'environ 6,7 % en 1985.

LES FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE D'AVRIL 1985

LES FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE D'AVRIL 1985

Vue d'ensemble

L'enquête d'avril 1985* donne une indication des investissements prévus pour 1985, d'après la situation observée au moment de l'enquête. Les résultats de cette dernière enquête révèlent que les investissements prévus pour 1985 par certaines des plus grandes entreprises du Canada se sont améliorés quelque peu depuis l'automne 1984.

En octobre dernier, les entreprises qui avaient répondu à notre enquête s'attendaient que leurs dépenses en immobilisation augmentent d'environ 12,3 % en 1985 par rapport à 1984. (Sauf indication contraire, les sommes et les variations indiquées dans ce rapport sont calculées en dollars courants.) Les mêmes entreprises indiquent maintenant une augmentation de 18,6 % en 1985.

Il convient de rappeler que l'enquête ne porte pas sur les investissements dans les secteurs du logement, de l'agriculture et de la pêche, ni sur les dépenses directes des administrations publiques. En outre, il se peut que le profil d'investissement des grandes entreprises diffère de celui des sociétés moins importantes et des secteurs d'activité exclus de l'enquête, de sorte qu'on ne puisse en extrapoler directement les résultats à l'ensemble du secteur des entreprises. En d'autres mots, l'augmentation déclarée pour 1985 ne s'applique qu'aux grandes sociétés visées par l'enquête et ne reflète pas les prévisions de dépenses de toutes les entreprises.

* Voir l'annexe pour plus de précisions sur la nature et la portée de l'enquête.

Cette enquête a été menée avant le dépôt du budget fédéral le 23 mai dernier et n'en traduit donc pas les conséquences. De plus, de nombreuses entreprises pétrolières et gazières ont précisé qu'elles n'ont pas tenu compte dans leur plan des aspects positifs de l'Accord de l'Ouest.

Bien que l'enquête fût menée principalement en avril 1985, il est aussi à noter que les résultats présentés tiennent compte de certaines déclarations reçues, pour les plus tardives, le 22 mai 1985.

D'après les récents Comptes nationaux, les dépenses des entreprises en bâtiments et en matériel neufs (logement exclu) ont enregistré une hausse de 0,6 % en 1984. Cette évolution faisait suite à des diminutions réelles de 13,0 et 9,1 % en 1983 et 1982, respectivement, et à des augmentations de 7,7 et de 7,3 % en 1981 et en 1980. On s'attend que les investissements réels des entreprises au chapitre des bâtiments et du matériel enregistrent, en 1985, une hausse de 1 à 3 %.

Les sociétés interrogées ont indiqué que leurs dépenses en bâtiments et en matériel neufs s'élèveraient à environ 27,9 milliards, en dollars courants, en 1985, soit à peu près 4,4 milliards de dollars de plus qu'en 1984. Les diminutions dans les secteurs des gazoducs et oléoducs et des aliments et boissons furent plus que contrebalancées par les hausses annuelles signalées par les entreprises du matériel de transport, les sociétés pétrolières et gazières, les entreprises de produits forestiers, de produits chimiques, et les entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales (tableaux 1 et 2).

Les perspectives dans le secteur de la fabrication

Les sociétés manufacturières qui ont participé à l'enquête prévoient faire des dépenses en immobilisation d'environ 6,6 milliards de dollars en 1985, soit 40 % de plus qu'en 1984. Cette progression est due en grande partie aux projets d'investissement des entreprises de matériel de transport, de produits forestiers, de produits chimiques et d'autres industries manufacturières.

Les entreprises de première transformation des métaux prévoient également une hausse en 1985. Par contre, l'industrie des aliments et des boissons signale un fléchissement (tableaux 1 et 2). Les entreprises manufacturières interrogées s'attendent, pour 1985, à tourner à 81 % de leur capacité de production, contre 79 % en 1984. Les ventes globales des entreprises manufacturières devraient augmenter de 10 % en 1985.

Les perspectives dans les autres secteurs

Les investissements prévus pour 1985 par les répondants des secteurs autres que celui de la fabrication se chiffrent à environ 21,3 milliards, en dollars courants, soit une hausse d'environ 13,4 % par rapport à 1984. Les branches d'activité les plus dynamiques sont notamment celles du commerce, des finances et autres activités commerciales, les sociétés pétrolières et gazières, les sociétés minières et les services publics d'électricité. Les secteurs du transport, de l'entreposage et des communications marquent également des avances. Par contre, un repli est attendu en 1985 dans le secteur des oléoducs et des gazoducs (tableaux 1 et 2). Les ventes globales des entreprises autres que de fabrication devraient augmenter d'environ 5 % en 1985.

Le coût des biens d'équipement

Le facteur moyen de rajustement des coûts ou le taux moyen d'inflation utilisé par les entreprises interrogées dans leurs budgets d'immobilisations pour 1985 était environ 5 % supérieur au niveau pour 1984; cela représente une diminution par rapport au 5,8 % utilisé pour 1985 et pour l'enquête d'octobre 1984 (tableau 7).

Sur le plan sectoriel, on remarquera que les entreprises de produits chimiques, de matériel de transport et d'autres entreprises manufacturières s'attendent à une hausse des coûts plus importante entre 1986 et 1989 que dans l'ensemble du secteur manufacturier. Dans les secteurs primaire et tertiaire, ce sont les sociétés minières, le commerce, les finances et autres activités commerciales qui s'attendent à l'augmentation de coûts la plus forte.

Les dépenses publiques et privées

Les dépenses en immobilisation des sociétés publiques visées par l'enquête (c'est-à-dire les sociétés de la Couronne) devraient s'accroître de 6,9 % en 1985, tandis que le secteur privé prévoit une hausse de 24,6 % (tableau 11). Le secteur public compte pour 29 % de l'ensemble des investissements prévus pour 1985 (tableau 10).

Pour 1984, les secteurs public et privé ont indiqué une révision en baisse des intentions d'investissement manifestées antérieurement : 9,4 % et 4,7 % respectivement. Pour 1985, le secteur public a indiqué une révision en baisse de 1 % (soit 78 millions de dollars) d'une enquête à l'autre, tandis que le secteur privé affiche une diminution de 0,8 % (soit 142 millions de dollars).

Sur le plan régional, la partie gouvernementale ou publique de l'ensemble des investissements prévus pour 1985 varie de 21 % en Colombie-Britannique à 44 % au Québec (tableau 10). Dans le secteur public, l'Ontario, les Prairies et le Québec prévoient une hausse des investissements en 1985. Par contre, en Colombie-Britannique et dans les provinces de l'Atlantique, on prévoit une diminution des dépenses d'environ 28 % et de 9 % respectivement (tableau 11). Les intentions d'investissement signalées pour 1984 ont été révisées à la baisse par rapport aux estimations précédentes dans toutes les régions, sauf en Ontario. Pour 1985, les dépenses prévues au Québec et en Colombie-Britannique ont été révisées à la baisse par rapport à celles mentionnées dans l'enquête d'octobre 1984.

Pour ce qui est des investissements du secteur privé en 1985, l'Ontario et les Prairies prévoient des augmentations annuelles importantes, alors que le Québec, les provinces de l'Atlantique et la Colombie-Britannique prévoient également des avances par rapport à 1984. Pour 1984, les dépenses des Prairies, de la Colombie-Britannique, du Québec et de l'Ontario ont été réduites par rapport à celles signalées auparavant. Pour 1985, les dépenses au Québec, en Colombie-Britannique et en Ontario sont inférieures à celles mentionnées en octobre 1984 (tableau 11).

Les entreprises étrangères et canadiennes

Les entreprises à propriété étrangère majoritaire prévoient une hausse de 34,3 % de leurs investissements en 1985, contre une hausse d'environ 11,7 % pour les entreprises à propriété canadienne majoritaire (tableau 9). Ces dernières entreprises représentent environ 64 % de l'ensemble des investissements déclarés pour 1985 dans

le cadre de l'enquête, les entreprises à propriété étrangère majoritaire comptant pour le reste (tableau 8). La part des investissements des entreprises à propriété canadienne majoritaire oscille entre 81 % au Québec et 52 % dans les Prairies.

Les prévisions de dépenses en équipement et en installations des entreprises à propriété canadienne majoritaire pour 1985 ont été réduites de 1,5 % (soit 269 millions de dollars) depuis l'enquête d'octobre 1984. Les révisions apportées aux projets d'investissement des entreprises à propriété étrangère majoritaire pour 1985 se soldent par une hausse de 0,4 %, soit 49 millions de dollars (tableau 9).

Dans le secteur intérieur, le Québec, l'Ontario et les Prairies affichent des augmentations annuelles pour 1985, alors que la région de l'Atlantique ainsi que la Colombie-Britannique s'attendent à des baisses. Au chapitre des investissements prévus par les entreprises étrangères en 1985, l'Ontario et les Prairies enregistrent une forte hausse, alors que les provinces de l'Atlantique, la Colombie-Britannique et le Québec signalent également une progression.

Sur le plan régional, des révisions en baisse ont été enregistrées pour 1984 dans les entreprises à propriété étrangère majoritaire des Prairies, de la Colombie-Britannique et du Québec. Pour 1985, des révisions en baisse dans les intentions d'investissement ont été signalées pour la Colombie-Britannique, le Québec et l'Ontario. Les entreprises à propriété étrangère majoritaire ont réduit leurs projets d'investissement dans toutes les régions pour 1984. Pour 1985, les dépenses ont été réduites au Québec et en Colombie-Britannique.

Autres investissements possibles à moyen terme

Des investissements d'un montant global de 2,6 milliards de dollars ne sont pas compris par les grandes sociétés dans leurs projets de dépenses, bien qu'ils seront peut-être effectués à moyen terme. Sur le plan régional, les entreprises ayant leur siège social en Ontario comptent pour environ 0,9 milliard de dollars ou 37 % du total, contre 0,8 milliard de dollars ou 33 % pour les sociétés ayant leur siège en Colombie-Britannique et dans le Nord (tableau 14).

Des 2,6 milliards de dollars de dépenses envisagées, 28 % ont été déclarées par des entreprises de produits forestiers, 25 % par des entreprises minières, 14 % par des entreprises pétrolières et gazières et 10 % par des entreprises de première transformation des métaux.

Les facteurs influant sur les dépenses

Lors de l'enquête d'avril 1985, le chiffre d'affaires prévu au Canada fut le facteur mentionné le plus souvent comme déterminant les dépenses actuelles et futures des entreprises (tableau 15). Les ressources d'autofinancement prévues demeurent un facteur de première importance, suivi de près par les politiques gouvernementales, les taux de rendement, les conditions économiques anticipées au Canada et les ventes prévues à l'étranger. Le loyer de l'argent (les taux d'intérêt) n'était plus un sujet de préoccupation lors de l'enquête d'avril 1985, mais les taux de change l'étaient davantage.

Les variations des intentions d'investissement et les explications

Environ 45 % des entreprises ont déclaré une révision en hausse de leurs projets d'investissement pour 1985, tandis que 42 % ont

indiqué une révision en baisse et 13 % n'ont signalé aucun changement par rapport à l'enquête d'octobre 1984.

La demande intérieure et extérieure, la situation financière de la société (ressources d'autofinancement) et la capacité excédentaire, de même que de meilleures estimations, ont été signalés comme les principaux facteurs ayant incité les entreprises à réviser en baisse leurs projets d'investissement pour 1985. Les entreprises qui ont déclaré une révision en hausse attribuaient leurs décisions budgétaires notamment à de meilleures estimations, à la demande intérieure et étrangère, aux taux de rendement, aux besoins en matière de capacité de production ainsi qu'aux reports. Pour plus de précisions, voir les tableaux 18 à 27.

L'objet des investissements

Parmi les entreprises interrogées, 237 ou environ 85 % ont ventilé leurs investissements pour 1984 et 1985 selon leur but. Les projets de dépenses s'inscrivent en général dans deux grandes catégories, à savoir les investissements accroissant directement la capacité de production -- comme l'agrandissement des installations sur les lieux de production existants, leur amélioration et leur remplacement, et la construction de nouvelles installations à de nouveaux emplacements -- et les autres investissements -- comme la recherche et le développement, la dépollution et l'amélioration du milieu de travail.

La majeure partie des investissements est encore affectée à l'agrandissement des installations existantes. La proportion des investissements consacrée à l'amélioration et au remplacement, est en hausse pour 1985, mais les dépenses pour construire de nouvelles

installations à de nouveaux emplacements ont baissé de façon proportionnée. Les fonds consacrés à la recherche et au développement qui étaient de 1,5 % en 1984, sont passés à 1,3 % pour 1985. Les investissements affectés à la dépollution constituent 1,7 % du total, soit une hausse par rapport à 1984. Pour plus de précisions, voir les tableaux 28, 29 et 30.

Les investissements à moyen terme

La comparaison des résultats de la dernière enquête et de celle d'octobre 1984 révèle que les intentions d'investissement pour la période 1986-1989 dans l'ensemble du Canada ont été augmentées de 2,5 % (2,2 milliards). Cette correction est imputable en grande partie au secteur non manufacturier qui a augmenté (1,4 milliard de dollars), alors que le secteur manufacturier signale une avance (0,8 milliard). Dans l'ensemble, les entreprises indiquent actuellement des projets d'investissement d'environ 91 milliards, en dollars courants, à moyen terme (1986-1989). La baisse des investissements prévus à moyen terme par les sociétés de communications, les entreprises d'aliments et de boissons, les sociétés pétrolières et gazières est largement contrebalancée par la hausse signalée par les services publics d'électricité, les oléoducs et gazoducs et les produits forestiers.

Sur le plan régional, l'Ontario, la région de l'Atlantique et la Colombie-Britannique affichent des corrections en baisse d'une enquête à l'autre, pour les années 1986-1989, alors que le Québec et les Prairies prévoient un accroissement des investissements. Pour plus de précisions, voir les tableaux 12, 13, 16 et 17.

La répartition régionale des investissements

Les intentions d'investissement exprimées dans l'enquête ne reflètent l'évolution observée dans les diverses régions qu'à un niveau assez général, et il faut donc les interpréter avec circonspection.

Par comparaison à 1984, une proportion supérieure des investissements consacrés aux nouvelles installations de production est prévue en Ontario et dans les Prairies pour 1984. En outre, à partir de 1986, l'importance relative des investissements destinés à la région de l'Atlantique et aux Prairies est en hausse, alors que celle du Québec diminue.

Voici, en pourcentage, la répartition de l'ensemble des investissements prévus à moyen terme par les entreprises interrogées en avril 1985.

<u>Région</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
Atlantique	6,9	6,3	6,0	7,1	8,3	8,5
Québec	17,5	16,7	14,8	14,6	14,6	14,4
Ontario	27,1	28,5	27,2	25,9	24,0	23,1
Prairies	29,6	33,0	36,4	37,9	37,5	38,2
C.-B. et Nord	12,9	9,9	8,9	9,0	10,4	10,2
Non réparti*	6,0	5,6	6,7	5,5	5,2	5,6

* Cette catégorie comprend les investissements non attribués à une région particulière, puisqu'on n'avait pas déterminé exactement où ils seraient effectués, ainsi que les dépenses consacrées à des machines et à du matériel mobiles, comme le matériel roulant ferroviaire ou les navires.

Les perspectives régionales

La région de l'Atlantique (tableaux 31-34)

Les entreprises visées par l'enquête prévoient actuellement des dépenses en immobilisation d'environ 2 milliards de dollars dans la région de l'Atlantique au cours de l'année 1985. (Comme il a été indiqué, les montants absolus et les variations en pourcentage sont calculés en dollars courants.) Cela constitue une légère hausse de 0,1 % par rapport au niveau déclaré pour 1984 (tableau 31). Par comparaison à l'enquête d'octobre 1984, ces intentions d'investissement correspondent à une révision de -1,2 % pour 1984 et de -5,0 % pour 1985.

Les investissements manufacturiers devraient diminuer d'environ 16 % en 1985 pour descendre à 189 millions de dollars. Dans ce secteur, les produits chimiques ainsi que les aliments et boissons affichent une hausse pour 1985, tandis que les produits forestiers, le matériel de transport, les autres secteurs manufacturiers et la première transformation des métaux accusent un repli.

Dans les secteurs primaire et tertiaire, les investissements prévus pour 1985 devraient atteindre 1,851 milliard de dollars dans la région de l'Atlantique, soit 2,1 % de plus qu'en 1984. Les hausses prévues pour 1984 sont le fait des sociétés minières, d'entreprises de communication et des entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales. Les sociétés pétrolières, gazières et les services publics prévoient abaisser leurs investissements en 1985.

Les sociétés d'État, qui comptent pour 41 % de l'ensemble des investissements dans la région de l'Atlantique en 1985 (tableau 10), ont haussé leurs projets d'investissement de 4 % pour 1985; le secteur privé a également haussé ses intentions d'investissement de 5,6 % par rapport à la dernière enquête. Pour 1984, les sociétés d'État ont déclaré une révision en baisse de 3,1% de leurs projets d'investissement par rapport au mois d'octobre 1984, alors que les entreprises privées ont signalé une révision à la hausse de 0,4 %. En 1985, les modifications annuelles des investissements pour les sociétés de la Couronne et les entreprises privées se chiffrent à -9,4 % et 7,8 % respectivement (tableau 33).

Les sociétés à propriété étrangère majoritaire escomptent une augmentation de près de 13,8 % de leurs dépenses en nouvelles installations et en équipement neuf dans les provinces de l'Atlantique en 1985, comparativement à une baisse d'environ 4,9 % par rapport à 1984 dans le cas des entreprises à propriété canadienne majoritaire. Ces dernières indiquent une révision en hausse de 3,4 % depuis la dernière enquête, en raison principalement d'une réduction des investissements prévus pour 1984 par les dépenses révisées des entreprises non manufacturières. De même, les entreprises à propriété étrangère majoritaire déclarent une augmentation de 8,6 % des dépenses projetées pour 1985, encore en raison des mesures des entreprises non manufacturières (tableau 32).

Le Québec (tableaux 35-38)

L'enquête d'avril 1985 révèle que les grandes sociétés qui investissent dans des bâtiments et du matériel de production neufs au Québec envisagent maintenant de dépenser 4,4 milliards de dollars en 1985, c'est-à-dire 13 % de plus que les 3,9 milliards de dollars

enregistrés pour 1984. Ces projets d'investissement représentent des diminutions pour 1984 et 1985 de 11,6 % et de 8,7 % respectivement par rapport à octobre 1984 (tableau 35).

Les investissements des entreprises manufacturières devraient atteindre environ 1,3 milliard de dollars en 1985 au Québec, soit 7,8 % de plus qu'en 1984. Tous les secteurs industriels, sauf la première transformation des métaux, ont connu des hausses en 1985, alors que l'industrie du matériel de transport, celle des produits chimiques et celle des produits forestiers affichent la plus forte progression annuelle en pourcentage.

L'augmentation de 15,4 % marquée par les investissements projetés en 1985 dans les entreprises non manufacturières du Québec est légèrement supérieure à la moyenne nationale de 13,4 %. Les hausses proportionnelles les plus marquées pour 1985 sont le fait des sociétés pétrolières et gazières, des services publics, du transport et de l'entreposage. Les sociétés minières, les entreprises de communication et celles s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales, affichent également des augmentations alors que les oléoducs et les gazoducs enregistrent une baisse de leurs investissements. À noter qu'au Québec, les investissements des sociétés de la Couronne jouent un rôle déterminant dans le secteur non manufacturier.

Les sociétés (publiques) de la Couronne, qui comptent pour 44 % de l'ensemble des investissements au Québec (tableau 10), devraient accroître leurs dépenses d'environ 17,3 % en 1985. Quant au secteur privé, il devrait augmenter ses investissements de près de 9,8 % en 1985 dans la province. Les intentions d'investissement

signalées pour 1985 par les entreprises publiques ont diminué (6,3 %) depuis l'enquête d'octobre 1984, tandis que la révision en baisse se situe à 10,6 % dans le cas des sociétés privées, par rapport aux prévisions d'octobre 1984.

Les sociétés ayant leur siège social au Québec sont plus optimistes pour l'année 1986 qu'elles ne le sont pour 1985. Cela vaut tout particulièrement pour les ventes et les bénéfices prévus au Canada. Aucune amélioration importante des conditions commerciales canadiennes n'est prévue en 1986 (tableau 38).

En avril 1985, les entreprises ayant leur siège social au Québec avaient pour environ 0,2 milliard de dollars de projets d'investissement qui, sans être compris dans leurs intentions déclarées d'investissement, étaient jugés en mesure de présenter de fortes possibilités de concrétisation à moyen terme (tableau 14). Les ventes escomptées, les taux de rendement, les ressources d'autofinancement, la situation économique prévue et les politiques du gouvernement fédéral étaient les facteurs cités le plus fréquemment comme déterminant les projets d'investissement de ces entreprises (tableau 15).

L'Ontario (tableaux 39-42)

Les sociétés investissant en usines et en matériel en Ontario déclaraient, dans l'enquête d'avril 1985, s'attendre maintenant à dépenser 8,3 milliards de dollars en 1985, soit 28,8 % ou 1,9 milliard de dollars de plus qu'en 1984 (tableau 39).

Les investissements prévus pour 1985 par les entreprises manufacturières de la province devraient s'élever à environ 3,3 milliards de dollars, en hausse de 67,4 % par rapport à 1984.

L'industrie des produits forestiers, celle de la première transformation des métaux et celle du matériel de transport affichent des hausses importantes, de même que les secteurs des produits chimiques et des activités manufacturières diverses. Par contre, l'industrie des aliments et boissons voit baisser ses investissements en 1985.

L'augmentation de 12,1 % prévue en matière d'investissement par les entreprises non manufacturières de l'Ontario, pour 1985, est légèrement inférieure à la moyenne nationale de 13,4 % attendue dans ce secteur. Les sociétés minières prévoient une baisse des investissements en 1985; par ailleurs, les entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales, les services publics, les sociétés gazières et pétrolifères, et les sociétés de transport et d'entreposage comptent accroître leurs investissements.

Les investissements du secteur privé devraient progresser de 36 % en Ontario en 1985, comparativement à une hausse annuelle de 14 % dans les entreprises publiques (tableau 41). Les dépenses d'installations et d'équipement dans le secteur privé comptent pour 71 % de l'ensemble des investissements prévus dans la province en 1985 (tableau 10). Les révisions apportées aux intentions d'investissement en 1985 depuis l'enquête d'octobre 1984 se soldent par une augmentation de 1,2 % (environ 30 millions de dollars) pour les entreprises publiques interrogées, et par une hausse de 0,6 % (35 millions de dollars) pour les sociétés privées.

Les entreprises à propriété étrangère majoritaire affichent des projets d'investissement en hausse de 52,6 % en Ontario en 1985, alors que les sociétés à propriété canadienne majoritaire déclarent une

hausse de 20 % (tableau 40). Pour 1985, le secteur des entreprises dirigées par des étrangers prévoit une correction en hausse de 4,3 %, ou d'environ 110 millions de dollars par rapport aux données de l'enquête d'octobre 1984. Par contre, les entreprises à propriété canadienne majoritaire des mêmes secteurs annonçaient des projets d'investissement en baisse de 2 % (115 millions de dollars) pour 1985.

Les sociétés ayant leur siège social en Ontario manifestent plus d'optimisme au sujet de l'emploi, des profits et des ventes des sociétés au Canada pour 1986 qu'elles ne le font pour 1985 (tableau 42). Les perspectives leur paraissent toutefois moins favorables en matière d'investissement à l'extérieur du Canada.

Des investissements de 0,9 milliard de dollars furent exclus des prévisions de dépenses des sociétés ayant leur siège social en Ontario, tout en étant considérés comme présentant des possibilités de réalisation au cours des prochaines années (tableau 14). Environ 83 % de ces investissements envisagés étaient signalés par des entreprises non manufacturières, en particulier par des sociétés minières, et des entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités commerciales. Les investissements envisagés par les entreprises manufacturières se concentraient dans d'autres activités manufacturières.

En avril 1985, les ventes prévues au Canada, les ressources d'autofinancement et les politiques gouvernementales étaient, parmi les éléments défavorables à leurs projets d'investissement, les facteurs les plus souvent mentionnés par les sociétés ayant leur siège social en Ontario (tableau 15). La conjoncture au Canada, les taux de rendement et les exportations entraient aussi en ligne de compte.

La région des Prairies (tableaux 43-50)

On s'attend maintenant que l'ensemble des investissements atteigne environ 8,9 milliards de dollars en 1985 dans les Prairies, (soit environ 3 % de moins ou 258 millions de dollars par rapport aux prévisions d'octobre), ce qui représente une augmentation de 27 % comparativement au niveau de 1984 (tableau 43). Une augmentation des investissements de 23,9 % est prévue en Alberta au cours de 1985, alors que les investissements devraient progresser de 42,9 % au Manitoba et de 25,6 % en Saskatchewan. Près des trois quarts des investissements destinés aux Prairies seront effectués en Alberta, qui joue donc un rôle prédominant dans la région.

Les investissements manufacturiers prévus dans les Prairies devraient progresser d'environ 19 % en 1985, principalement à cause d'une hausse des dépenses de sociétés manufacturières diverses et des secteurs des produits forestiers et chimiques (tableau 43). Les dépenses des entreprises manufacturières devraient s'accroître de 24 % au Manitoba et de 21 % en Saskatchewan au cours de 1985, alors qu'elles devraient augmenter de 12 % en Alberta.

L'ensemble des investissements prévus pour 1985 par les entreprises non manufacturières dans les Prairies s'établit à 8,5 milliards de dollars, c'est-à-dire environ 27,4 % de plus qu'en 1984 — ce qui est sensiblement plus que le pourcentage (13,4 %) escompté à l'échelle nationale dans ce secteur (tableau 43). Au Manitoba et en Saskatchewan, les mêmes catégories d'entreprises prévoient une augmentation de 45,4 % et 25,8 %, respectivement, en 1985. En Saskatchewan, cette progression est due principalement aux dépenses prévues par les sociétés minières dans les deux provinces, par

les sociétés pétrolières et gazières, les secteurs publics, le transport et l'entreposage. Au Manitoba, la baisse des dépenses des industries du transport et de l'entreposage est plus que compensée par la hausse des dépenses des sociétés minières, des services publics et du secteur des communications.

Les investissements du secteur privé connaîtront une progression de 26,7 % en 1985, alors que les entreprises publiques affichent une hausse de 27,7 %. Depuis octobre 1984, le secteur public ou gouvernemental a haussé ses projets d'investissement d'environ 3 % pour 1985, ce qui est contraire à la baisse (1 %) de la moyenne nationale. Les projets de dépenses du secteur privé accusent une hausse de 2,9 % pour 1985 par rapport au mois d'octobre (encore une fois à l'encontre de la baisse de la moyenne nationale qui se chiffre à 0,8 %) (tableau 47).

Les entreprises à propriété canadienne majoritaire prévoient accroître leurs investissements d'environ 14 % dans les Prairies en 1985 par rapport à 1984, alors que les dépenses des entreprises à propriété étrangère majoritaire augmenteront de 45 % en 1985 (tableau 46). Pour 1985, les entreprises canadiennes ont haussé leurs intentions d'investissement dans cette région de quelque 4 %, contre une révision à la hausse de 1,8 % dans le cas des sociétés étrangères.

Les entreprises ayant leur siège social dans les Prairies envisagent l'année 1986 avec un peu plus d'optimisme que 1985, notamment au chapitre de l'emploi, des profits, des ventes intérieures et des exportations (tableau 50).

Des investissements d'environ 0,5 milliard de dollars n'étaient pas compris dans les intentions déclarées d'investissement des sociétés ayant leur siège social dans les Prairies, tout en étant jugés en mesure d'offrir des possibilités de réalisation à moyen terme (tableau 14). Les trois quarts, ou à peu près, de ces investissements éventuels étaient signalés dans l'industrie du pétrole et du gaz, avec cependant une part importante du reste parmi les entreprises minières.

En avril 1985, tout comme en octobre et en avril 1984, les politiques du gouvernement fédéral influaient beaucoup sur les projets d'investissement (tableau 15). Les autres politiques du gouvernement canadien, les ressources d'autofinancement, les taux de rendement, le chiffre d'affaires prévu et la conjoncture économique au Canada et à l'étranger, préoccupent toujours les entreprises.

L'Alberta

Les investissements prévus pour 1985 en Alberta par les sociétés interrogées devraient atteindre environ 6,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 23,9 % par rapport aux 5,2 milliards de 1984. Les niveaux d'investissement pour les deux années sont moins élevés que prévu lors de l'enquête d'octobre 1984 : 8,7 % pour 1984 et 1,6 % pour 1985 (tableau 45).

Les sociétés manufacturières prévoient des investissements de l'ordre de 248 millions de dollars, ce qui constitue une augmentation d'environ 12 % par rapport à 1984. Les secteurs des produits forestiers, des activités manufacturières diverses et des produits chimiques ont enregistré des augmentations annuelles pour 1985, lesquelles sont annulées par les baisses escomptées dans les secteurs des aliments et boissons et de la première transformation des métaux.

Les investissements prévus pour 1985 par les entreprises non manufacturières de l'Alberta devraient atteindre 6,2 milliards de dollars, soit 24,4 % de plus qu'en 1984. Les sociétés pétrolières et gazières, de même que les sociétés minières, les services publics et les entreprises s'occupant du commerce, de finances et d'autres activités commerciales ont connu une augmentation des investissements en 1985. Par ailleurs, les sociétés d'oléoducs et de gazoducs, les sociétés de transport et d'entreposage et les entreprises de communication ont signalé des chutes.

Si l'on divise l'ensemble des investissements entre les sociétés canadiennes et les sociétés dirigées par des étrangers, le premier groupe prévoit une augmentation des investissements de l'ordre de 4,4 % en 1985, alors que le second prévoit un accroissement de 46,6 % (tableau 48). La répartition des investissements pour 1985 est à peu près égale entre les deux groupes : 52 % par les sociétés à propriété canadienne majoritaire, et 48 % par les sociétés étrangères (tableau 8).

Les investissements du secteur privé en Alberta devraient progresser d'environ 24,7 % en 1985, alors que ceux des entreprises publiques devraient connaître une augmentation de 18,6 % (tableau 49).

Les entreprises ayant leur siège social en Alberta envisagent l'année 1986 avec plus d'optimisme que l'année 1985, notamment aux chapitres des ventes intérieures et des exportations, de l'emploi et des profits (tableau 50).

Les entreprises dont le siège social se trouve en Alberta ont signalé des investissements totalisant 378 millions de dollars, présentant des possibilités de réalisation à moyen terme, mais qui

n'étaient pas compris dans les intentions d'investissement. La majeure partie de ces sommes a été indiquée par des sociétés pétrolières et gazières, avec néanmoins une part signalée par le secteur des produits chimiques et les sociétés d'oléoducs et de gazoducs.

Les politiques du gouvernement fédéral, les autres politiques canadiennes, les ressources d'autofinancement, les ventes prévues et la conjoncture étaient les facteurs mentionnés le plus souvent comme influant sur les investissements actuels et prévus au chapitre des installations, des machines et de l'équipement.

La Colombie-Britannique et le Nord canadien (tableaux 51-54)

Les investissements prévus pour 1985 en Colombie-Britannique et dans le Nord canadien (Yukon et Territoires du Nord-Ouest) s'élèvent maintenant à environ 2,8 milliards de dollars. Ce chiffre constitue une baisse de 4,1 % par rapport aux dépenses de 1984 (2,9 milliards de dollars) et il représente une révision en baisse de 228 millions de dollars (7,6 %) par rapport aux prévisions signalées lors de l'enquête d'octobre 1984 (tableau 51).

Les entreprises manufacturières de la région comptent investir 636 millions de dollars en 1985, soit 15,7 % de plus qu'en 1984. Cette hausse est attribuable aux projets d'investissement de l'industrie des produits forestiers et des autres entreprises manufacturières.

Les investissements prévus par les entreprises non manufacturières de la Colombie-Britannique et du Nord canadien, soit 2,2 milliards de dollars, accusent un recul de 8,8 % par rapport à

1984, comparativement à la moyenne nationale en hausse de 13,4 %. Cette réduction s'explique par le fléchissement des projets d'investissement des sociétés pétrolières et gazières, des services publics d'électricité et des entreprises s'occupant de commerce, de finances et d'autres activités financières. Les sociétés d'oléoducs et de gazoducs, les entreprises de transport et d'entreposage et les sociétés minières comptent accroître leurs dépenses en 1985.

Les investissements prévus pour 1985 par les entreprises privées au titre des bâtiments et du matériel neufs devraient augmenter de près de 5,1 % (tableau 53). Par contre, le secteur public prévoit réduire ses dépenses d'équipement d'environ 28,1 % en 1985. Depuis octobre 1984, le secteur privé a réduit ses dépenses prévues pour 1985 de 8,7 %, et le secteur public, de 3,1 %.

Les entreprises à propriété étrangère majoritaire qui investissent en Colombie-Britannique et dans le Nord canadien devraient hausser leurs dépenses d'environ 1,3 % en 1985, tandis qu'une chute de 7,1 % est prévue dans les entreprises à propriété canadienne majoritaire. La baisse annuelle signalée par les entreprises canadiennes contraste avec la progression escomptée dans l'ensemble du Canada, alors que la hausse des sociétés dirigées par des étrangers est beaucoup moins élevée que celle de l'ensemble du Canada (tableau 52).

Les sociétés ayant leur siège social en Colombie-Britannique et dans le Nord envisagent l'année 1986 avec un peu plus d'optimisme que 1985, notamment en ce qui a trait aux profits, aux exportations, à la conjoncture économique au Canada et aux ventes intérieures (tableau 54).

Les entreprises ayant leur siège social en Colombie-Britannique et dans le Nord canadien envisagent des investissements de 0,8 milliard de dollars qui ne figurent pas dans leurs budgets déclarés, mais qui seront peut-être effectués au cours des prochaines années (tableau 14). Plus de 80 % de ces investissements sont concentrés dans les industries manufacturières (première transformation des métaux, produits forestiers); le reste vise les sociétés d'oléoducs et de gazoducs, les entreprises de transport et d'entreposage.

Les ressources d'autofinancement sont le facteur déterminant indiqué le plus souvent par les entreprises de cette région (tableau 15). Les ventes prévues à l'étranger, les taux de rendement et les taux de change entrent aussi en ligne de compte.

TABLEAUX

TABLEAU 1

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
EN 1984 ET PROJETS POUR 1985 (CANADA)

(en millions de dollars courants)

	1984		1985	
	<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>	<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>
<u>Industrie</u>				
Aliments et boissons	592,9	565,0	596,7	551,6
Produits forestiers	1 098,1	1 073,1	1 499,9	1 555,6
Métaux de première transf.	939,3	966,3	1 374,6	1 117,4
Produits chimiques	356,4	329,6	472,1	453,6
Matériel de transport	599,8	555,2	1 329,9	1 272,4
Autres industries manufact.	1 301,0	1 215,0	1 493,3	1 662,8
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>4 887,5</u>	<u>4 704,2</u>	<u>6 766,5</u>	<u>6 613,4</u>
Sociétés minières	1 237,6	1 253,7	1 393,2	1 382,9
Sociétés pétrolières et gazières	6 314,4	5 923,7	7 241,4	7 418,8
Transport du pétrole et du gaz par pipe-linés	1 479,2	1 353,3	1 277,6	1 332,7
Transport et entreposage	2 011,6	1 830,4	2 046,9	1 936,6
Communications	2 510,2	2 433,7	2 793,5	2 551,9
Services d'électricité	5 564,2	4 985,6	5 347,1	5 424,0
Commerce, finances et autres activités commerciales	1 047,4	1 007,4	1 288,2	1 274,7
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>20 164,6</u>	<u>18 787,8</u>	<u>21 387,9</u>	<u>21 321,6</u>
<u>TOTAL</u>	<u>25 052,1</u>	<u>23 492,0</u>	<u>28 154,4</u>	<u>27 935,0</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985 relatives aux années 1984 et 1985, soit 278 entreprises, ont servi à établir ce tableau.

TABLEAU 2

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
EN 1984 ET PROJETS POUR 1985 (CANADA)

(en millions de dollars courants)

	Révisions survenues entre les enquêtes d'avril 1985 et d'octobre 1984 (pourcentage)		1985-1984 Taux de variation annuels (pourcentage)	
	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>
<u>Industrie</u>				
Aliments et boissons	-4,8	-7,6	0,6	-2,4
Produits forestiers	-2,3	3,7	36,5	44,9
Métaux de première transf.	2,8	-18,8	46,3	15,6
Produits chimiques	-7,6	-4,0	32,4	37,6
Matériel de transport	-7,5	-4,4	121,7	129,1
Autres industries manufact.	-6,7	11,3	14,7	36,8
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>-3,8</u>	<u>-2,3</u>	<u>38,4</u>	<u>40,5</u>
Sociétés minières	1,3	-0,8	12,5	10,3
Sociétés pétrolières et gazières	-6,2	2,4	14,6	25,2
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	-8,6	4,3	-13,7	-1,6
Transport et entreposage	-9,1	-5,4	1,7	5,8
Communications	-3,1	-8,7	11,2	4,8
Services d'électricité	-10,4	1,4	-4,0	8,7
Commerce, finances et autres activités commerciales	-3,9	-1,1	22,9	26,5
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>-6,9</u>	<u>-0,4</u>	<u>6,0</u>	<u>13,4</u>
<u>TOTAL</u>	<u>-6,3</u>	<u>-0,8</u>	<u>12,3</u>	<u>18,9</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985 relatives aux années 1984 et 1985, soit 278 entreprises, ont servi à établir ce tableau.

TABLEAU 3

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
EN 1984 ET PROJETS POUR 1985 (CANADA)

(en millions de dollars constants de 1984)

	1984		1985	
	<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>	<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>
<u>Industrie</u>				
Aliments et boissons	592,9	565,0	566,8	525,0
Produits forestiers	1 098,1	1 073,1	1 415,2	1 477,1
Métaux de première transf.	939,3	966,3	1 302,7	1 072,1
Produits chimiques	356,4	329,6	444,4	426,9
Matériel de transport	599,8	555,2	1 258,9	1 209,1
Autres industries manufact.	1 301,0	1 215,0	1 399,7	1 576,2
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>4 887,5</u>	<u>4 704,2</u>	<u>6 387,7</u>	<u>6 286,4</u>
Sociétés minières	1 237,6	1 253,7	1 315,1	1 309,2
Sociétés pétrolières et gazières	6 314,4	5 923,7	6 838,3	7 047,8
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	1 479,2	1 353,3	1 201,7	1 271,3
Transport et entreposage	2 011,6	1 830,4	1 944,8	1 832,5
Communications	2 510,2	2 433,7	2 678,6	2 456,2
Services d'électricité	5 564,2	4 985,6	5 016,4	5 159,8
Commerce, finances et autres activités commerciales	1 047,4	1 007,4	1 230,0	1 215,3
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>20 164,6</u>	<u>18 787,8</u>	<u>20 224,9</u>	<u>20 292,1</u>
<u>TOTAL</u>	<u>25 052,1</u>	<u>23 492,0</u>	<u>26 612,6</u>	<u>26 578,5</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985 relatives aux années 1984 et 1985, soit 278 entreprises, ont servi à établir ce tableau.

TABLEAU 4

**DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
EN 1984 ET PROJETS POUR 1985 (CANADA)**

(en millions de dollars constants de 1984)

	Révisions survenues entre les enquêtes d'avril 1985 et d'octobre 1984 (pourcentage)		1985-1984 Taux de variation annuels (pourcentage)	
	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>
<u>Industrie</u>				
Aliments et boissons	-4,8	-7,4	-4,5	-7,1
Produits forestiers	-2,3	4,3	28,8	37,6
Métaux de première transf.	2,8	-17,8	38,6	10,9
Produits chimiques	-7,6	-4,0	24,6	29,5
Matériel de transport	-7,5	-4,0	109,8	117,7
Autres industries manufact.	-6,7	12,6	7,5	29,7
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>-3,8</u>	<u>-1,6</u>	<u>30,6</u>	<u>33,6</u>
Sociétés minières	1,3	-0,5	6,2	4,4
Sociétés pétrolières et gazières	-6,2	3,0	8,2	18,9
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	-8,6	5,7	-18,8	-6,1
Transport et entreposage	-9,1	-5,8	-3,4	0,1
Communications	-3,1	-8,4	6,7	0,9
Services d'électricité	-10,4	2,8	-9,9	3,4
Commerce, finances et autres activités commerciales	-3,9	-1,2	17,4	20,6
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>-6,9</u>	<u>0,3</u>	<u>0,2</u>	<u>8,0</u>
<u>TOTAL</u>	<u>-6,3</u>	<u>-0,2</u>	<u>6,2</u>	<u>13,1</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985 relatives aux années 1984 et 1985, soit 278 entreprises, ont servi à établir ce tableau.

TABLEAU 5

**COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES
GRANDES ENTREPRISES**

(en millions de dollars courants)

<u>Province</u>	<u>Nombre d'entre- prises</u>	<u>1984</u>		<u>1985</u>	
		<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>	<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>
Terre-Neuve	31	610,7	633,9	620,8	623,1
Île-du-Prince-Édouard	12	12,9	11,9	18,2	16,4
Nouvelle-Écosse	43	918,2	895,7	830,4	935,1
Nouveau-Brunswick	33	398,2	406,7	305,2	308,6
Provinces de l'Atlantique	79	2 061,3	2 037,7	1 943,1	2 040,4
Québec	135	4 369,4	3 863,5	4 782,7	4 367,8
Ontario	178	6 441,3	6 448,6	8 315,7	8 310,7
Manitoba	61	581,7	504,4	586,7	721,0
Saskatchewan	70	1 166,9	1 051,2	1 203,1	1 320,4
Alberta	108	5 725,1	5 229,4	6 584,2	6 481,1
Région des Prairies	147	7 702,2	7 014,4	8 650,0	8 908,4
Colombie-Britannique	114	2 367,2	2 185,6	2 474,6	2 227,4
Yukon	7	8,6	7,9	8,9	8,6
Territoires du Nord-Ouest	20	655,3	696,5	525,1	549,2
C.-B. et région du Nord	118	3 084,0	2 911,9	3 020,2	2 792,7
<u>CANADA</u>	<u>278</u>	<u>25 052,1</u>	<u>23 492,0</u>	<u>28 154,4</u>	<u>27 935,0</u>

Nota : Ce tableau regroupe des données " ajustées " pour chaque province ou région. Ce système est appliqué séparément pour chaque province. Par conséquent, les données provinciales ne correspondent pas aux totaux des données régionales et ces derniers ne correspondent pas nécessairement aux totaux ajustés du Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe pour la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 5.1

**COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES
GRANDES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES**

(en millions de dollars courants)

<u>Province</u>	<u>Nombre d'entre- prises</u>	<u>1984</u>		<u>1985</u>	
		<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>	<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>
Terre-Neuve	9	20,5	18,7	48,1	45,9
Île-du-Prince-Édouard	3	*	*	*	*
Nouvelle-Écosse	18	96,1	110,9	81,7	73,3
Nouveau-Brunswick	13	74,9	87,7	60,4	54,3
Provinces de l'Atlantique	34	200,6	224,8	197,9	189,2
Québec	88	1 266,2	1 233,1	1 589,4	1 329,7
Ontario	112	2 040,6	1 954,1	3 216,3	3 271,6
Manitoba	27	70,6	60,4	80,3	75,0
Saskatchewan	20	47,6	44,0	60,7	53,3
Alberta	46	242,4	221,5	241,1	248,0
Région des Prairies	65	376,5	340,5	414,9	405,7
Colombie-Britannique	52	554,2	513,2	754,6	612,8
Yukon	1	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	2	*	*	*	*
C.-B. et région du Nord	53	575,8	549,4	781,2	636,2
<u>CANADA</u>	<u>152</u>	<u>4 887,5</u>	<u>4 704,2</u>	<u>6 766,5</u>	<u>6 613,4</u>

Nota : Ce tableau regroupe des données " ajustées " pour chaque province ou région. Ce système est appliqué séparément pour chaque province. Par conséquent, les données provinciales ne correspondent pas aux totaux des données régionales et ces derniers ne correspondent pas nécessairement aux totaux ajustés du Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe pour la définition du terme " ajusté ".

*Afin d'éviter qu'on puisse déterminer le montant des investissements de compagnies particulières, cette information a été supprimée.

TABLEAU 5.2

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES
GRANDES ENTREPRISES NON MANUFACTURIÈRES

(en millions de dollars courants)

<u>Province</u>	<u>Nombre d'entre- prises</u>	<u>1984</u>		<u>1985</u>	
		<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>	<u>Déclarations d'oct. 1984</u>	<u>Déclarations d'avril 1985</u>
Terre-Neuve	22	590,2	615,2	572,7	577,2
Île-du-Prince-Édouard	9	11,8	10,8	17,2	15,7
Nouvelle-Écosse	25	822,1	784,8	748,7	861,8
Nouveau-Brunswick	20	323,3	319,0	244,8	254,3
Provinces de l'Atlantique	45	1 860,7	1 812,9	1 745,2	1 851,2
Québec	47	3 103,2	2 630,4	3 193,3	3 038,1
Ontario	66	4 400,7	4 494,5	5 099,4	5 039,1
Manitoba	34	511,1	444,0	506,4	646,0
Saskatchewan	50	1 119,3	1 007,2	1 142,4	1 267,1
Alberta	62	5 482,7	5 007,9	6 343,1	6 233,1
Région des Prairies	82	7 325,7	6 673,9	8 235,1	8 502,7
Colombie-Britannique	62	1 813,0	1 672,4	1 720,0	1 614,6
Yukon	6	8,5	7,8	8,8	8,5
Territoires du Nord-Ouest	18	635,3	662,8	501,9	528,6
C.-B. et région du Nord	65	2 508,2	2 362,5	2 239,0	2 156,5
<u>CANADA</u>	<u>126</u>	<u>20 164,6</u>	<u>18 787,8</u>	<u>21 387,9</u>	<u>21 321,6</u>

Nota : Ce tableau regroupe des données " ajustées " pour chaque province ou région. Ce système est appliqué séparément pour chaque province. Par conséquent, les données provinciales ne correspondent pas aux totaux des données régionales et ces derniers ne correspondent pas nécessairement aux totaux ajustés du Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe pour la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 6

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES
GRANDES ENTREPRISES

(Taux de variation)

<u>Province</u>	<u>Taux de variation annuels 1985-1984</u>	<u>Révisions survenues entre les enquêtes</u>		
		<u>1984</u>	<u>%</u>	<u>1985</u>
Terre-Neuve	-1,8	3,7		0,3
Île-du-Prince-Édouard	37,8	-7,8		-9,9
Nouvelle-Écosse	4,3	-2,5		12,6
Nouveau-Brunswick	-24,2	2,1		1,1
Provinces de l'Atlantique	0,1	-1,2		5,0
Québec	13,0	-11,6		-8,7
Ontario	28,8	0,1		-0,1
Manitoba	42,9	-13,3		22,8
Saskatchewan	25,6	-10,0		9,7
Alberta	23,9	-8,7		-1,6
Région des Prairies	27,0	-9,0		2,9
Colombie-Britannique	1,9	-7,7		-10,0
Yukon	8,8	-8,2		-3,4
Territoires du Nord-Ouest	-21,2	6,2		4,5
C.-B. et région du Nord	-4,1	-5,6		-7,6
<u>CANADA</u>	<u>18,9</u>	<u>-6,3</u>		<u>-0,8</u>

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

TABLEAU 6.1

**COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES
GRANDES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES**

(Taux de variation)

<u>Province</u>	<u>Taux de variation annuels 1985-1984</u>	<u>Révisions survenues entre les enquêtes</u>	
		<u>1984</u>	<u>% 1985</u>
Terre-Neuve	145,4	-8,8	-4,6
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*
Nouvelle-Écosse	-34,0	15,4	-10,3
Nouveau-Brunswick	-38,1	17,0	-10,1
Provinces de l'Atlantique	-15,9	12,0	-4,4
Québec	7,8	-2,7	-16,4
Ontario	67,4	-4,3	1,7
Manitoba	24,1	-14,5	-6,7
Saskatchewan	21,1	-7,6	-12,2
Alberta	11,9	-8,7	2,8
Région des Prairies	19,1	-9,6	-2,3
Colombie-Britannique	19,4	-7,4	-18,8
Yukon	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*
C.-B. et région du Nord	15,7	-4,6	-18,6
<u>CANADA</u>	<u>40,5</u>	<u>-3,8</u>	<u>-2,3</u>

Nota: Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

*Afin d'éviter qu'on puisse déterminer le montant des investissements de compagnies particulières, cette information a été supprimée.

TABLEAU 6.2

**COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES
GRANDES ENTREPRISES NON MANUFACTURIÈRES**

(Taux de variation)

<u>Province</u>	<u>Taux de variation annuels 1985-1984</u>	<u>Révisions survenues entre les enquêtes</u>		
		<u>1984</u>	<u>%</u>	<u>1985</u>
Terre-Neuve	-6,2	4,2		0,7
Île-du-Prince-Édouard	45,3	-8,5		-8,8
Nouvelle-Écosse	9,8	-4,6		15,1
Nouveau-Brunswick	-20,3	-1,4		3,8
Provinces de l'Atlantique	2,1	-2,6		6,0
Québec	15,4	-15,3		-4,9
Ontario	12,1	2,1		-1,2
Manitoba	45,4	-13,2		27,5
Saskatchewan	25,8	-10,1		10,9
Alberta	24,4	-8,7		-1,8
Région des Prairies	27,4	-8,9		3,2
Colombie-Britannique	-3,5	-7,8		-6,2
Yukon	8,9	-8,3		-3,5
Territoires du Nord-Ouest	-20,3	4,3		5,3
C.-B. et région du Nord	-8,8	-5,9		-3,7
<u>CANADA</u>	<u>13,4</u>	<u>-6,9</u>		<u>-0,4</u>

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

TABLEAU 7

FACTEURS DE REDRESSEMENT DES COÛTS DE 1984 À 1989

<u>Industrie</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
Aliments et boissons	100,0	105,0	110,4	116,1	121,8	128,5
Produits forestiers	100,0	105,3	109,9	115,4	123,7	129,9
Métaux de première transf.	100,0	104,2	108,7	113,9	120,1	126,9
Produits chimiques	100,0	106,2	113,0	120,5	127,1	134,4
Matériel de transport	100,0	105,2	111,4	118,0	125,1	132,2
Autres industries manufact.	100,0	105,5	111,2	117,4	124,0	131,7
<u>Total des industries</u> <u>manufacturières</u>	<u>100,0</u>	<u>105,2</u>	<u>110,4</u>	<u>116,2</u>	<u>123,2</u>	<u>129,9</u>
Sociétés minières	100,0	105,6	112,3	119,0	124,9	133,3
Sociétés pétrolières et gazières	100,0	105,2	110,9	116,7	123,5	131,0
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	100,0	104,8	110,3	116,9	123,9	130,1
Transport et entreposage	100,0	105,6	110,7	116,4	123,0	129,2
Communications	100,0	103,8	108,4	113,1	118,4	124,2
Services d'électricité	100,0	105,1	110,6	117,2	124,9	133,0
Commerce, finances et autres activités commerciales	100,0	104,9	111,3	117,0	124,0	130,5
<u>Total des industries</u> <u>non manufacturières</u>	<u>100,0</u>	<u>105,0</u>	<u>110,5</u>	<u>116,4</u>	<u>123,1</u>	<u>130,4</u>
<u>TOTAL</u>	<u>100,0</u>	<u>105,0</u>	<u>110,5</u>	<u>116,3</u>	<u>123,2</u>	<u>130,3</u>

TABLEAU 8

**RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES CANADIENNES
ET ÉTRANGÈRES PAR RÉGION**

	<u>Ent. canadiennes</u>		<u>Ent. étrangères</u>	
	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>
	(%)		(%)	
Provinces de l'Atlantique	73	70	27	30
Québec	79	81	21	19
Ontario	73	68	27	32
Prairies	59	52	41	48
Alberta	54	45	46	55
C.-B. et région du Nord	64	62	36	38
<u>CANADA</u>	<u>68</u>	<u>64</u>	<u>32</u>	<u>36</u>

TABLEAU 9

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

	<u>Taux de variation</u>	<u>Révisions survenues</u>	
	<u>annuels</u>	<u>entre les enquêtes</u>	
	<u>1985-1984</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>
		(%)	
<u>Ent. canadiennes</u>			
Provinces de l'Atlantique	-4,9	-0,1	3,4
Québec	15,6	-13,1	-6,4
Ontario	20,0	2,2	-2,0
Prairies	13,9	-9,8	4,0
Alberta	4,4	-7,6	-2,1
C.-B. et région du Nord	-7,1	-6,6	-7,8
<u>CANADA</u>	<u>11,7</u>	<u>-6,0</u>	<u>-1,5</u>
<u>Ent. étrangères</u>			
Provinces de l'Atlantique	13,8	-4,0	8,6
Québec	3,1	-5,7	-17,3
Ontario	52,6	-5,3	4,3
Prairies	45,4	-7,8	1,8
Alberta	46,6	-9,9	-1,2
C.-B. et région du Nord	1,3	-3,8	-7,3
<u>CANADA</u>	<u>34,3</u>	<u>-6,8</u>	<u>0,4</u>

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985. Consulter le tableau 9.A pour les montants en dollars des années 1984 et 1985.

TABLEAU 9.A

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1984 - 1985

(en millions de dollars courants)

ENTREPRISES CANADIENNES ET ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

ENSEMBLE DES INDUSTRIES

<u>ENTREPRISES CANADIENNES</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>
Provinces de l'Atlantique	1 497,6	1 425,4
Québec	3 050,9	3 529,5
Ontario	4 706,7	5 652,3
Prairies	4 103,5	4 675,1
Alberta	2 815,5	2 942,0
C.-B. et région du Nord	1 878,1	1 744,9
<u>CANADA</u>	<u>16 041,6</u>	<u>17 922,6</u>
 <u>ENTREPRISES ÉTRANGÈRES</u>		
Provinces de l'Atlantique	540,1	615,0
Québec	812,6	838,3
Ontario	1 741,9	2 658,4
Prairies	2 910,9	4 233,3
Alberta	2 413,9	3 539,1
C.-B. et région du Nord	1 033,8	1 047,8
<u>CANADA</u>	<u>7 450,4</u>	<u>10 012,4</u>

Nota : 1) Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

- 2) Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque région. Ce système est appliqué séparément à chaque région. Par conséquent, les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 10

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR ENTREPRISE DES SECTEURS
PUBLIC ET PRIVÉ DANS LES RÉGIONS

	Secteur public		Secteur privé	
	<u>1984</u>	<u>%</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>
Provinces de l'Atlantique	45	41	55	59
Québec	43	44	57	56
Ontario	33	29	67	71
Prairies	23	23	77	77
Alberta	14	14	86	86
C.-B. et région du Nord	28	21	72	79
<u>CANADA</u>	<u>33</u>	<u>29</u>	<u>67</u>	<u>71</u>

TABLEAU 11

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES SOCIÉTÉS

	Taux de variation	Révisions survenues	
	<u>annuels</u> <u>1985-1984</u>	<u>1984</u>	<u>%</u> <u>1985</u>
<u>Secteur public</u>			
Provinces de l'Atlantique	-9,4	-3,1	4,0
Québec	17,3	-20,5	-6,3
Ontario	14,0	1,1	1,2
Prairies	27,7	-14,2	3,2
Alberta	18,6	-13,2	-14,2
C.-B. et région du Nord	-28,1	-7,8	-3,1
<u>CANADA</u>	<u>6,9</u>	<u>-9,4</u>	<u>-1,0</u>
<u>Secteur privé</u>			
Provinces de l'Atlantique	7,8	0,4	5,6
Québec	9,8	-3,6	-10,6
Ontario	36,2	-0,5	-0,6
Prairies	26,7	-7,3	2,9
Alberta	24,7	-7,9	0,7
C.-B. et région du Nord	5,1	-4,8	-8,7
<u>CANADA</u>	<u>24,6</u>	<u>-4,7</u>	<u>-0,8</u>

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985. Voir au tableau 11.A les montants en dollars pour 1984 et 1985.

TABLEAU 11.A

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1984 - 1985

(en millions de dollars courants)

ENTREPRISES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

ENSEMBLE DES INDUSTRIES

<u>Secteur public</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>
Provinces de l'Atlantique	915,6	830,1
Québec	1 647,5	1 933,9
Ontario	2 140,5	2 441,2
Prairies	1 609,3	2 055,2
Alberta	737,2	875,0
C.-B. et région du Nord	808,9	581,8
<u>CANADA</u>	<u>7 636,6</u>	<u>8 164,5</u>
<u>Secteur privé</u>		
Provinces de l'Atlantique	1 122,1	1 210,3
Québec	2 216,0	2 433,9
Ontario	4 308,1	5 869,5
Prairies	5 405,1	6 853,2
Alberta	4 492,2	5 606,1
C.-B. et région du Nord	2 103,0	2 210,9
<u>CANADA</u>	<u>15 855,4</u>	<u>19 770,5</u>

Nota : 1) Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

2) Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque région. Ce système est appliqué séparément à chaque région. Par conséquent, les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 12

**INTENTIONS D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1984 - 1989**

(en millions de dollars courants)

<u>ENQUÊTE/RÉGION</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>TOTAL</u>
<u>avril 1985 *</u>							
Provinces de l'Atlantique (52)	1 296,0	1 377,3	1 370,0	1 606,7	1 884,7	1 950,1	9 484,8
Québec (92)	3 300,5	3 659,6	3 375,8	3 285,1	3 326,4	3 314,0	20 261,4
Ontario (125)	5 121,3	6 262,9	6 227,3	5 835,9	5 468,5	5 319,0	34 234,9
Prairies (96)	5 596,9	7 249,3	8 327,8	8 555,8	8 533,8	8 798,4	47 062,0
Alberta (65)	4 036,2	5 140,2	5 912,6	6 176,6	6 045,1	6 188,9	33 499,6
C.-B. et région du Nord (78)	2 438,8	2 177,1	2 037,6	2 028,9	2 357,2	2 346,3	13 385,9
<u>CANADA (205)</u>	<u>18 890,1</u>	<u>21 969,3</u>	<u>22 894,3</u>	<u>22 567,4</u>	<u>22 783,7</u>	<u>23 027,9</u>	<u>132 132,7</u>
<u>octobre 1984 **</u>							
Provinces de l'Atlantique (52)	1 375,6	1 354,9	1 383,4	1 788,9	1 946,3	1 863,3	9 712,4
Québec (92)	3 790,5	3 801,1	3 306,5	2 610,9	2 657,7	2 724,8	18 891,5
Ontario (125)	5 260,5	6 270,8	5 975,2	5 703,6	5 574,9	5 635,9	34 420,9
Prairies (96)	6 172,1	7 017,1	8 103,4	8 265,6	8 492,0	8 613,2	46 663,4
Alberta (65)	4 450,4	5 260,0	6 208,8	6 183,3	6 115,4	6 109,1	34 327,0
C.-B. et région du Nord (78)	2 559,4	2 362,0	2 285,8	2 383,3	2 644,4	2 447,7	14 682,6
<u>CANADA (205)</u>	<u>20 370,8</u>	<u>21 971,1</u>	<u>22 224,7</u>	<u>21 909,8</u>	<u>22 485,3</u>	<u>22 420,3</u>	<u>131 382,0</u>

Nota : * Données réelles de 1984 et projets révisés pour la période allant de 1985 à 1989.

** Données préliminaires pour 1984 et projets pour la période allant de 1985 à 1989. Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985 relatives aux années 1984-1989 (réponses détaillées pour chaque année) ont servi à l'établissement de ce tableau et ce, par groupe ajusté. Le nombre de sociétés qui ont participé à l'enquête est indiqué entre parenthèses pour chaque région. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 13

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

(Taux de variation)

Révisions survenues entre les enquêtes

	<u>1984-1985</u>	<u>1986-1989</u>	<u>1984-1989</u>
Provinces de l'Atlantique	-2,1	-2,4	-2,3
Québec	-8,3	17,7	7,3
Ontario	-1,3	-0,2	-0,5
Prairies	-2,6	2,2	0,9
Alberta	-5,5	-1,2	-2,4
C.-B. et région du Nord	-6,2	-10,2	-8,8
<u>CANADA</u>	<u>-3,5</u>	<u>2,5</u>	<u>0,6</u>

TABLEAU 14

INVESTISSEMENTS ENVISAGÉS

Taux de répartition

<u>Entreprises ayant leur siège social aux endroits suivants</u>	<u>Entreprises manufacturières</u>	<u>Entreprises non manufacturières</u>	<u>Total</u>
Provinces de l'Atlantique	4,2	0,5	4,8
Québec	6,3	0,0	6,3
Ontario	6,2	30,7	36,9
Prairies	0,8	17,9	18,7
Alberta	0,8	14,0	14,7
C.-B. et région du Nord	27,6	5,4	33,0
<u>Ensemble des entreprises (32 de 279)</u>	<u>45,3</u>	<u>54,7</u>	<u>100,0</u> (2 567,1 \$)

Nota : Le nombre des entreprises qui ont participé aux enquêtes est indiqué entre parenthèses.

Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 15

FACTEURS CONSIDÉRÉS COMME AYANT UNE INFLUENCE SUR LES INVESTISSEMENTS ACTUELS ET FUTURS

(Nombre de réponses)

FACTEURS/RÉGION DU SIÈGE SOCIAL	ATLANTIQUE		QUÉBEC		ONTARIO		ALB.		PRAIRIES		C.-B. ET NORD		TOTAL	
	084	A85	084	A85	084	A85	084	A85	084	A85	084	A85	084	A85
	Réglementation fédérale canadienne	3	2	5	7	43	34	21	21	24	23	5	7	80
Réglementation canadienne non fédérale	2	2	4	1	16	19	12	18	14	21	3	0	39	43
Réglementation de gouv. étrangers	-	0	-	0	9	9	1	2	3	3	2	2	14	14
Taux de change	2	1	3	5	18	25	4	2	5	4	4	8	32	43
Obstacles non tarifaires (Canada)	-	0	-	0	-	0	1	1	1	1	-	0	1	1
Tarif douanier canadien trop élevé	1	1	1	2	2	2	-	0	-	0	1	0	5	5
Tarif douanier canadien trop bas	-	0	1	0	3	5	-	0	-	0	-	0	4	5
Obstacles douaniers à l'étranger	-	0	-	0	4	1	-	0	1	1	-	1	5	3
Autres facteurs d'échange	-	0	1	2	5	4	1	2	1	2	-	1	7	9
Rentrées d'argent prévues	5	4	12	7	44	37	12	13	13	17	13	13	87	78
Taux de rentabilité	2	3	8	9	28	30	6	9	9	12	9	10	56	64
Autres conditions de financement interne	2	2	1	2	5	2	1	1	2	2	1	2	11	10
Coûts de financement	2	3	5	4	22	18	7	5	7	6	8	7	44	38
Disponibilité des fonds	3	2	6	4	6	8	1	4	1	4	1	4	17	22
Autres conditions de financement externe	-	1	1	1	2	3	1	1	2	3	3	2	8	10
Autres facteurs financiers et monétaires	-	1	1	1	3	2	1	1	2	1	-	0	6	5
Pénuries de mat. premières	-	0	2	0	5	0	2	1	2	2	2	0	11	2
Pénuries d'installations	-	0	-	0	-	0	-	0	-	0	1	0	1	0
Pénuries de main-d'œuvre	-	0	-	0	1	0	1	0	1	0	-	0	2	0
Problèmes ouvriers	-	0	-	0	4	4	2	1	2	1	2	2	8	7
Ventes prévues au Canada	2	2	11	13	45	48	13	10	18	15	6	5	82	83
Ventes prévues à l'étranger	1	0	7	8	28	22	10	10	14	15	8	11	58	56
Situation économique prévue au Canada	3	3	8	7	33	32	9	10	11	14	7	5	62	61
Situation économique prévue à l'étranger	1	0	4	2	9	16	6	10	7	12	8	9	29	39
Autres facteurs	-	0	2	2	6	6	4	2	5	3	2	2	15	13
<u>Taille de l'échantillon</u>	<u>14</u>	<u>14</u>	<u>42</u>	<u>41</u>	<u>143</u>	<u>138</u>	<u>36</u>	<u>35</u>	<u>55</u>	<u>53</u>	<u>32</u>	<u>32</u>	<u>287</u>	<u>278</u>

084 = Enquête d'octobre 1984

A85 = Enquête d'avril 1985

TABLEAU 16

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES (1984-1989)
EN DOLLARS COURANTS D'APRÈS LES RÉPONSES À L'ENQUÊTE D'AVRIL 1985

(1984 = 100,0)

<u>Industrie</u>	<u>Valeur de référence</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
Aliments et boissons	413,5	100,0	86,6	63,8	60,6	59,7	60,8
Produits forestiers	805,5	100,0	145,4	155,3	116,4	133,8	127,6
Métaux de première transf.	701,0	100,0	129,6	154,8	108,4	66,8	84,2
Produits chimiques	136,6	100,0	180,4	207,5	216,0	188,7	154,5
Matériel de transport	270,8	100,0	147,5	116,0	126,0	130,8	110,2
Autres industries manufact.	704,4	100,0	121,9	130,3	114,9	116,9	116,4
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>3 031,8</u>	<u>100,0</u>	<u>130,0</u>	<u>135,7</u>	<u>111,9</u>	<u>106,5</u>	<u>105,5</u>
Sociétés minières	501,4	100,0	127,0	111,4	76,4	67,2	67,9
Sociétés pétrolières et gazières	5 207,7	100,0	126,7	135,6	134,7	144,3	153,1
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	1 170,6	100,0	97,6	108,1	136,1	136,5	125,0
Transport et entreposage	1 386,0	100,0	93,1	114,1	110,1	111,1	112,6
Communications	2 332,8	100,0	103,9	105,9	106,1	108,4	110,3
Services d'électricité	4 564,4	100,0	112,4	108,7	118,9	116,3	113,8
Commerce, finances et autres activités commerciales	695,4	100,0	115,8	126,8	108,3	104,8	104,6
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>15 858,3</u>	<u>100,0</u>	<u>113,7</u>	<u>118,4</u>	<u>120,9</u>	<u>123,3</u>	<u>125,0</u>
<u>TOTAL</u>	<u>18 890,1</u>	<u>100,0</u>	<u>116,3</u>	<u>121,2</u>	<u>119,5</u>	<u>120,6</u>	<u>121,9</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont participé aux enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985 relatives aux années 1984 à 1989 (chacune de ces années), soit 205 entreprises, ont servi à l'élaboration de ce tableau.

TABLEAU 17

DÉPENSES EN IMMOBILISATION* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES (1984-1989)
EN DOLLARS COURANTS D'APRÈS LES RÉPONSES À L'ENQUÊTE D'OCTOBRE 1984

(1984 = 100,0)

<u>Industrie</u>	<u>Valeur de référence</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
Aliments et boissons	445,8	100,0	84,6	63,1	60,4	57,6	56,5
Produits forestiers	804,7	100,0	135,5	120,6	111,2	129,8	122,9
Métaux de première transf.	716,3	100,0	144,4	123,1	84,6	75,1	112,6
Produits chimiques	152,6	100,0	171,2	190,7	174,0	154,3	121,5
Matériel de transport	303,7	100,0	119,8	106,1	120,1	122,3	90,8
Autres industries manufact.	762,4	100,0	105,5	105,4	94,9	94,3	101,6
<u>Total des industries manufacturières</u>	<u>3 185,5</u>	<u>100,0</u>	<u>123,4</u>	<u>111,5</u>	<u>98,1</u>	<u>99,4</u>	<u>103,1</u>
Sociétés minières	538,7	100,0	111,7	78,3	62,6	61,9	67,2
Sociétés pétrolières et gazières	5 599,6	100,0	114,8	128,6	130,7	136,1	137,7
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	1 286,3	100,0	84,0	88,9	113,6	113,7	98,8
Transport et entreposage	1 531,9	100,0	89,4	98,9	100,4	104,6	103,6
Communications	2 405,8	100,0	111,6	114,9	121,6	125,4	126,4
Services d'électricité	5 124,4	100,0	99,0	94,6	85,0	86,7	84,9
Commerce, finances et autres activités commerciales	698,6	100,0	115,2	111,9	121,8	120,5	117,1
<u>Total des industries non manufacturières</u>	<u>17 185,3</u>	<u>100,0</u>	<u>105,0</u>	<u>108,7</u>	<u>109,3</u>	<u>112,4</u>	<u>111,4</u>
<u>TOTAL</u>	<u>20 370,8</u>	<u>100,0</u>	<u>107,9</u>	<u>109,1</u>	<u>107,6</u>	<u>110,4</u>	<u>110,1</u>

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont participé aux enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985 relatives aux années 1984 à 1989 (chacune de ces années), soit 205 entreprises, ont servi à l'élaboration de ce tableau.

TABLEAU 18

GENRES DE MODIFICATIONS DES PROJETS

(Répartition en pourcentage des réponses)

<u>Genre de modification</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986-1989</u>
Projets abandonnés	3,5	3,2	2,8
Projets retardés	21,1	14,4	7,6
Réduction des projets actuels	23,0	16,1	10,8
Expansion des projets actuels	6,3	15,6	14,2
Introduction de nouveaux projets	4,7	13,8	13,2
Projets futurs anticipés	1,9	4,0	3,8
Réintroduction de projets retardés	0,9	4,0	5,2
Plans inchangés	38,2	28,2	42,4
Non spécifié	0,3	0,6	-
TOTAL	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
Nombre de réponses	317	347	288
Nombre de sociétés	240	237	219

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 19

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1984

(Répartition en pourcentage des réponses)

<u>Motif de modification</u>	<u>Révisions en hausse</u>	<u>Révisions en baisse</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	3,2	12,5	-	15,7
Demande des marchés étrangers	1,0	4,2	0,2	5,4
Capacité	2,7	2,7	-	5,4
Taux de rendement	1,7	2,2	-	3,9
Financement externe	0,5	2,5	0,5	3,5
Financement interne	0,2	4,2	0,5	4,9
Coûts - main-d'œuvre	0,2	1,0	-	1,2
Coûts - autres	0,2	1,5	-	1,7
Grèves	-	2,0	-	2,0
Réglementation du gouvernement	0,2	1,5	-	1,7
Meilleures évaluations	8,4	16,0	0,5	24,9
Reports	1,5	9,3	-	10,8
Autres raisons	2,2	4,9	1,0	8,1
Non spécifié	2,0	2,5	6,4	10,9
TOTAL	<u>24,1</u>	<u>66,8</u>	<u>9,1</u>	<u>100,0</u>
Nombre de réponses	98	272	37	407
Nombre d'entreprises	63	148	29	240

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 20

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

<u>Motif de modification</u>	<u>Révisions en hausse</u>	<u>Révisions en baisse</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	8,8	10,3	1,0	20,1
Demande des marchés étrangers	1,7	5,0	-	6,7
Capacité	2,5	2,7	0,4	5,6
Taux de rendement	3,1	1,7	0,2	5,0
Financement externe	0,6	1,7	-	2,3
Financement interne	1,7	5,0	-	6,7
Coûts - main-d'œuvre	0,2	0,8	-	1,0
Coûts - autres	1,5	1,3	-	2,8
Grèves	0,8	-	-	0,8
Réglementation du gouvernement	1,0	1,5	0,2	2,7
Meilleures évaluations	10,7	8,2	0,6	19,5
Reports	5,9	3,1	0,4	9,4
Autres raisons	5,2	4,2	0,8	10,2
Non spécifié	1,5	0,8	4,8	7,1
TOTAL	<u>45,2</u>	<u>46,2</u>	<u>8,6</u>	<u>100,0</u>
Nombre de réponses	216	221	41	478
Nombre d'entreprises	107	100	30	237

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 21

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1986 - 1989

(Répartition en pourcentage des réponses)

<u>Motif de modification</u>	<u>Révisions en hausse</u>	<u>Révisions en baisse</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	9,3	6,4	0,5	16,2
Demande des marchés étrangers	4,2	1,1	0,3	5,6
Capacité	4,8	1,9	-	6,7
Taux de rendement	3,2	2,1	-	5,3
Financement externe	0,3	1,1	0,3	1,7
Financement interne	2,7	2,9	0,3	5,9
Coûts - main-d'œuvre	1,1	0,3	-	1,4
Coûts - autres	1,1	1,3	-	2,4
Grèves	-	-	-	-
Réglementation du gouvernement	1,3	1,3	0,3	2,9
Meilleures évaluations	11,7	8,5	-	20,2
Reports	4,5	1,1	-	5,6
Autres raisons	5,3	2,9	0,3	8,5
Non spécifié	1,9	1,9	14,3	18,1
TOTAL	<u>51,2</u>	<u>32,6</u>	<u>16,2</u>	<u>100,0</u>
Nombre de réponses	193	123	61	377
Nombre d'entreprises	98	62	59	219

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 22

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1984

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	2,2	8,1	6,6	-	-	-	-	1,8	-	18,8
Demande des marchés étrangers	0,7	2,2	2,6	-	-	-	-	0,4	0,4	6,3
Capacité	0,7	2,2	0,7	0,4	-	-	-	-	-	4,0
Taux de rendement	0,7	1,1	1,1	-	0,4	-	-	-	-	3,3
Financement externe	-	2,6	0,7	-	-	-	-	0,4	-	3,7
Financement interne	-	3,3	1,8	-	0,4	-	-	0,7	-	6,3
Coûts - main-d'oeuvre	-	-	0,4	-	0,4	-	-	0,7	-	1,5
Coûts - autres	0,4	-	0,4	-	-	-	-	1,5	-	2,2
Grèves	0,4	1,1	1,5	-	-	-	-	-	-	2,9
Réglementation du gouvernement	-	1,5	0,7	-	-	-	-	-	-	2,2
Meilleures évaluations	0,4	1,5	7,7	0,4	-	-	-	14,0	-	23,9
Reports	-	4,4	8,1	0,4	-	-	-	1,1	-	14,0
Autres raisons	0,4	2,2	2,2	0,7	-	-	-	1,8	-	7,4
Non spécifié	-	0,4	0,4	-	-	-	-	2,9	-	3,7
<u>TOTAL</u>	<u>5,9</u>	<u>30,5</u>	<u>34,9</u>	<u>1,8</u>	<u>1,1</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>25,4</u>	<u>0,4</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 272

Nombre d'entreprises 148

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 23

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1984

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	-	2,0	-	5,1	5,1	-	1,0	-	-	13,3
Demande des marchés étrangers	-	2,0	-	1,0	1,0	-	-	-	-	4,1
Capacité	-	-	-	2,0	4,1	2,0	2,0	1,0	-	11,2
Taux de rendement	-	2,0	-	3,1	1,0	-	1,0	-	-	7,1
Financement externe	-	-	-	-	1,0	-	-	1,0	-	2,0
Financement interne	-	-	-	-	-	1,0	-	-	-	1,0
Coûts - main-d'œuvre	-	-	-	-	1,0	-	-	-	-	1,0
Coûts - autres	-	-	-	-	1,0	-	-	-	-	1,0
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Réglementation du gouvernement	-	-	-	-	1,0	-	-	-	-	1,0
Meilleures évaluations	-	-	2,0	4,1	1,0	1,0	-	26,5	-	34,7
Reports	-	-	-	1,0	-	2,0	-	3,1	-	6,1
Autres raisons	-	-	1,0	3,1	2,0	-	1,0	2,0	-	9,2
Non spécifié	-	-	-	3,1	-	-	-	5,1	-	8,2
<u>TOTAL</u>	<u>0,0</u>	<u>6,1</u>	<u>3,1</u>	<u>22,4</u>	<u>18,4</u>	<u>6,1</u>	<u>5,1</u>	<u>38,8</u>	<u>0,0</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 98

Nombre d'entreprises 63

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 24

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	2,7	8,1	7,7	0,5	0,5	0,5	0,5	1,4	0,5	22,2
Demande des marchés étrangers	0,5	4,5	4,1	0,9	0,5	-	-	0,5	-	10,9
Capacité	0,9	2,3	1,4	-	0,9	-	-	0,5	-	5,9
Taux de rendement	0,5	1,8	1,4	-	-	-	-	-	-	3,6
Financement externe	-	2,7	0,9	-	-	-	-	-	-	3,6
Financement interne	-	5,4	3,2	-	0,5	0,5	0,5	0,9	-	10,9
Coûts - main-d'oeuvre	-	-	0,5	-	0,5	-	-	0,9	-	1,8
Coûts - autres	-	-	1,4	-	0,5	-	-	0,9	-	2,7
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Réglementation du gouvernement	-	2,3	0,5	-	0,5	-	-	-	-	3,2
Meilleures évaluations	-	0,9	6,3	0,5	0,5	0,5	-	9,0	-	17,6
Reports	-	0,9	3,2	1,4	-	-	0,5	0,9	-	6,8
Autres raisons	0,9	-	4,5	0,5	0,5	0,9	-	1,4	0,5	9,0
Non spécifié	-	0,5	-	-	-	-	-	1,4	-	1,8
<u>TOTAL</u>	<u>5,4</u>	<u>29,4</u>	<u>34,8</u>	<u>3,6</u>	<u>4,5</u>	<u>2,3</u>	<u>1,4</u>	<u>17,6</u>	<u>0,9</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 221

Nombre d'entreprises 100

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 25

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	0,5	1,9	0,5	7,4	7,9	-	1,4	-	-	19,4
Demande des marchés étrangers	-	0,5	-	1,4	0,9	0,9	-	-	-	3,7
Capacité	-	0,5	0,5	2,8	1,9	-	-	-	-	5,6
Taux de rendement	-	-	-	2,8	3,2	0,9	-	-	-	6,9
Financement externe	-	-	-	-	0,9	-	-	0,5	-	1,4
Financement interne	-	0,9	-	0,5	1,9	-	0,5	-	-	3,7
Coûts - main-d'œuvre	-	-	-	-	0,5	-	-	-	-	0,5
Coûts - autres	-	-	-	0,9	1,4	0,5	-	0,5	-	3,2
Grèves	-	-	-	0,9	0,5	-	0,5	-	-	1,9
Réglementation du gouvernement	-	-	-	0,5	0,5	0,5	-	0,9	-	2,3
Meilleures évaluations	-	0,5	-	5,1	2,8	1,4	0,9	13,0	-	23,6
Reports	-	-	0,9	7,4	0,9	0,5	1,9	1,4	-	13,0
Autres raisons	-	0,9	1,4	2,3	3,2	0,9	0,9	1,9	-	11,6
Non spécifié	-	-	0,5	0,5	-	-	0,5	1,9	-	3,2
<u>TOTAL</u>	<u>0,5</u>	<u>5,1</u>	<u>3,7</u>	<u>32,4</u>	<u>26,4</u>	<u>5,6</u>	<u>6,5</u>	<u>19,9</u>	<u>0,0</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 216

Nombre d'entreprises 107

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABEAU 26

GÉNÈRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSÉ DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1986 - 1989

(Répartition en pourcentage des réponses)

GÉNÈRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	2,4	4,9	8,9	1,6	0,8	-	-	0,8	-	19,5
Demande des marchés étrangers	-	0,8	1,6	0,8	-	-	-	-	-	3,3
Capacité	-	2,4	1,6	0,8	0,8	-	-	-	-	5,7
Taux de rendement	-	3,3	2,4	-	-	0,8	-	-	-	6,5
Financement externe	-	1,6	1,6	-	-	-	-	-	-	3,3
Financement interne	1,6	4,1	1,6	-	-	0,8	-	0,8	-	8,9
Coûts - main-d'oeuvre	-	-	0,8	-	-	-	-	-	-	0,8
Coûts - autres	-	-	2,4	-	-	-	-	1,6	-	4,1
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Réglementation du gouvernement	-	2,4	0,8	-	0,8	-	-	-	-	4,1
Meilleures évaluations	0,8	1,6	5,7	0,8	1,6	0,8	0,8	13,8	-	26,0
Reports	-	1,6	0,8	-	0,8	-	-	-	-	3,3
Autres raisons	0,8	0,8	3,3	-	-	0,8	-	3,3	-	8,9
Non spécifié	0,8	-	0,8	-	-	0,8	-	3,3	-	5,7
<u>TOTAL</u>	<u>6,5</u>	<u>23,6</u>	<u>32,5</u>	<u>4,1</u>	<u>4,9</u>	<u>4,1</u>	<u>0,8</u>	<u>23,6</u>	<u>0,0</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 123

Nombre d'entreprises 62

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABEAU 27

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1986 - 1989

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

<u>Motifs de modification</u>	<u>Annulation</u>	<u>Renvoi à plus tard</u>	<u>Réduction</u>	<u>Expansion</u>	<u>Nouveaux projets</u>	<u>Anticipation</u>	<u>Reprise de projets retardés</u>	<u>Aucune modification</u>	<u>Non spécifié</u>	<u>Total</u>
Demande du marché national	0,5	2,1	-	5,2	6,2	-	3,1	1,0	-	18,1
Demande des marchés étrangers	-	1,0	-	2,6	1,6	1,0	2,1	-	-	8,3
Capacité	0,5	-	0,5	3,6	2,6	0,5	1,0	0,5	-	9,3
Taux de rendement	-	-	-	3,1	2,1	1,0	-	-	-	6,2
Financement externe	-	-	-	-	-	-	0,5	-	-	0,5
Financement interne	-	0,5	-	-	1,0	-	3,1	0,5	-	5,2
Coûts - main-d'oeuvre	-	-	-	-	1,6	-	-	0,5	-	2,1
Coûts - autres	-	-	-	-	1,6	-	0,5	-	-	2,1
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Réglementation du gouvernement	-	-	-	0,5	1,0	0,5	-	0,5	-	2,6
Meilleures évaluations	-	0,5	0,5	5,7	1,6	0,5	-	14,0	-	22,8
Reports	-	-	1,0	5,7	1,0	0,5	-	0,5	-	8,8
Autres raisons	0,5	-	-	3,6	3,1	0,5	1,0	1,6	-	10,4
Non spécifié	-	-	-	0,5	0,5	-	-	2,6	-	3,6
<u>TOTAL</u>	<u>1,6</u>	<u>4,1</u>	<u>2,1</u>	<u>30,6</u>	<u>23,8</u>	<u>4,7</u>	<u>11,4</u>	<u>21,8</u>	<u>0,0</u>	<u>100,0</u>

Nombre de réponses 193

Nombre d'entreprises 98

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 28

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION - RÉPARTITION PAR OBJECTIF

	<u>Nombre d'entreprises</u>	<u>1984</u> (en millions de dollars)	<u>1985</u>
Recherche et développement	73	326,9	317,2
Réduction de la pollution	66	303,7	420,7
Milieu de travail	70	151,9	163,2
Agrandissement des installations - emplacement actuel	147	7 418,2	8 394,8
Amélioration et remplacement des installations actuelles	204	4 695,1	5 982,8
Agrandissement des installations - nouvel emplacement	78	4 825,9	5 080,8
Autres	111	3 432,9	4 365,0
		<hr/>	<hr/>
<u>TOTAL</u>	<u>237*</u>	<u>21 154,6</u>	<u>24 724,5</u>

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

* Puisque chaque entreprise peut répartir ses dépenses sur plusieurs objectifs, ce chiffre ne représente pas le total de la colonne.

TABLEAU 29

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION - RÉPARTITION PAR OBJECTIF

(Répartition en pourcentage * du total)

	<u>Industries manufacturières</u>		<u>Industries non manufacturières</u>		<u>Total</u>	
	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>
Recherche et développement	6,4	4,2	0,5	0,5	1,5	1,3
Réduction de la pollution	1,9	1,8	1,3	1,7	1,4	1,7
Milieu de travail	2,4	2,0	0,4	0,3	0,7	0,7
Agrandissement des installations - emplacement actuel	27,2	19,8	36,7	37,5	35,1	34,0
Amélioration et remplacement des installations actuelles	44,9	43,7	17,4	19,2	22,2	24,2
Agrandissement des installations - nouvel emplacement	3,9	5,0	26,8	24,5	22,8	20,5
Autres	13,3	23,4	16,7	16,1	16,2	17,6
<u>TOTAL</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>

* Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 30

DÉPENSES EN IMMOBILISATION - RÉPARTITION PAR OBJECTIF

1985-1984

(Taux de modification annuel des niveaux de dépenses)

	<u>Industries manufacturières</u>	<u>Industries non manufacturières</u>	<u>Total</u>
Recherche et développement	-9,2	12,6	-3,0
Réduction de la pollution	31,9	40,4	38,5
Milieu de travail	12,9	-0,5	7,4
Agrandissement des installations - emplacement actuel	-0,1	15,2	13,1
Amélioration et remplacement des installations actuelles	33,2	24,2	27,4
Agrandissement des installations - nouvel emplacement	77,6	3,0	5,2
Autres	140,6	8,4	27,2
	<u>36,9</u>	<u>12,6</u>	<u>16,8</u>

* En raison du champ d'application, les modifications annuelles de l'ensemble des investissements sont différentes de celles qui apparaissent au tableau 2.

TABLEAU 31

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1984-1985

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

(en millions de dollars courants)

			Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes		
	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>	<u>(%)</u>	<u>1985</u>
Industries manufacturières	225 (4 704)	189 (6 613)	-15,9	(40,5)	12,0	(-3,8)	-4,4 (-2,3)
Industries non manufacturières	1 813 (18 788)	1 851 (21 322)	2,1	(13,4)	-2,6	(-6,9)	6,0 (-0,4)
<u>TOTAL</u>	2 038 (23 492)	2 040 (27 935)	0,1	(18,9)	-1,2	(-6,3)	5,0 (-0,8)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1984-1985; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1985 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 32

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1985-1984		1984	(%)	1985	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	3,9	(41,3)	19,9	(-5,5)	-7,9	(-0,8)
Industries non manufacturières	15,4	(30,7)	-6,9	(-7,5)	11,5	(1,2)
TOTAL	13,8	(34,3)	-4,0	(-6,8)	8,6	(0,4)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	-25,5	(39,6)	8,6	(-1,7)	-2,0	(-4,1)
Industries non manufacturières	-2,6	(7,3)	-1,0	(-6,7)	3,9	(-1,0)
TOTAL	-4,9	(11,7)	-0,1	(-6,0)	3,4	(-1,5)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 33

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1985-1984		1984	(%)	1985	
Entreprises du <u>secteur public</u>	-9,4	(6,9)	-3,1	(-9,4)	4,0	(-1,0)
Entreprises du <u>secteur privé</u>	7,8	(24,6)	0,4	(-4,7)	5,6	(-0,8)
Industries manufacturières	-0,4	(42,2)	15,8	(-3,3)	-4,9	(-2,1)
Industries non manufacturières	9,4	(17,6)	-2,1	(-5,2)	7,7	(-0,1)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 34

ENTREPRISES À SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE *
PRÉVISIONS DE 1985 ET 1986

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1985-1984			1986-1985		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	83,3 (63,4)	16,6 (22,9)	0,0 (13,6)	83,3 (67,0)	16,6 (27,2)	0,0 (5,6)
Ventes à l'exportation	75,0 (48,9)	12,5 (31,1)	12,5 (19,8)	77,7 (51,9)	22,2 (38,1)	0,0 (9,9)
Bénéfices	83,3 (60,5)	16,6 (17,3)	0,0 (22,0)	75,0 (73,0)	25,0 (20,8)	0,0 (6,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	25,0 (21,9)	50,0 (51,8)	25,0 (26,1)	25,0 (24,0)	50,0 (62,2)	25,0 (13,7)
Situation financière des entreprises	63,6 (50,6)	36,3 (38,2)	0,0 (11,0)	45,4 (50,2)	54,5 (45,4)	0,0 (4,3)
Situation des entreprises canadiennes	70,0 (53,2)	30,0 (41,9)	0,0 (4,8)	66,6 (49,0)	33,3 (47,2)	0,0 (3,6)
Climat de l'investissement étranger	20,0 (31,8)	80,0 (64,3)	0,0 (3,7)	33,3 (29,6)	66,6 (65,6)	0,0 (4,6)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Quatorze entreprises dont le siège social se trouve dans les provinces de l'Atlantique ont participé à l'enquête.

TABLEAU 35

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1984-1985

QUÉBEC

(en millions de dollars courants)

	<u>1984</u>		<u>1985</u>		<u>Taux de variation</u> <u>annuels</u>	<u>Révisions entre les enquêtes</u>		
					<u>1985-1984</u>	<u>1984</u>	<u>(%)</u>	<u>1985</u>
Industries manufacturières	1 233	(4 704)	1 330	(6 613)	7,8 (40,5)	-2,7	(-3,8)	-16,4 (-2,3)
Industries non manufacturières	2 631	(18 788)	3 038	(21 322)	15,4 (13,4)	-15,3	(-6,9)	-4,9 (-0,4)
<u>TOTAL</u>	3 864	(23 492)	4 368	(27 935)	13,0 (18,9)	-11,6	(-6,3)	-8,7 (-0,8)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1984-1985; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1985 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 36

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

QUÉBEC

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1985-1984		1984	(%)	1985	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	-8,2	(41,3)	-4,0	(-5,5)	-20,0	(-0,8)
Industries non manufacturières	47,2	(30,7)	-11,9	(-7,5)	-9,7	(1,2)
<u>TOTAL</u>	3,1	(34,3)	-5,7	(-6,8)	-17,3	(0,4)
 <u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	25,4	(39,6)	-1,2	(-1,7)	-13,2	(-4,1)
Industries non manufacturières	13,3	(7,3)	-15,5	(-6,7)	-4,5	(-1,0)
<u>TOTAL</u>	15,6	(11,7)	-13,1	(-6,0)	-6,4	(-1,5)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 37

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

QUÉBEC

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>		<u>(%) 1985</u>	
Entreprises du <u>secteur public</u>	17,3	(6,9)	-20,5	(-9,4)	-6,3	(-1,0)
Entreprises du <u>secteur privé</u>	9,8	(24,6)	-3,6	(-4,7)	-10,6	(-0,8)
Industries manufacturières	8,3	(42,2)	-1,3	(-3,3)	-15,8	(-2,1)
Industries non manufacturières	11,4	(17,6)	-6,1	(-5,2)	-4,3	(-0,1)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 38

ENTREPRISES À SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE QUÉBEC
PRÉVISIONS DE 1985 ET 1986

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1985-1984			1986-1985		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	50,0 (63,4)	41,1 (22,9)	8,8 (13,6)	54,5 (67,0)	39,3 (27,2)	6,0 (5,6)
Ventes à l'exportation	60,0 (48,9)	12,0 (31,1)	28,0 (19,8)	48,0 (51,9)	36,0 (38,1)	16,0 (9,9)
Bénéfices	50,0 (60,5)	26,4 (17,3)	23,5 (22,0)	59,3 (73,0)	34,3 (20,8)	6,2 (6,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	11,7 (21,9)	64,7 (51,8)	23,5 (26,1)	12,5 (24,0)	71,8 (62,2)	15,6 (13,7)
Situation financière des entreprises	46,8 (50,6)	40,6 (38,2)	12,5 (11,0)	33,3 (50,2)	63,3 (45,4)	3,3 (4,3)
Situation des entreprises canadiennes	41,9 (53,2)	48,3 (41,9)	9,6 (4,8)	41,3 (49,0)	48,2 (47,2)	10,3 (3,6)
Climat de l'investissement étranger	30,0 (31,8)	65,0 (64,3)	5,0 (3,7)	22,2 (29,6)	72,2 (65,6)	5,5 (4,6)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Quarante et une entreprises dont le siège social se trouve au Québec ont participé à l'enquête.

TABLEAU 39

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1984-1985

ONTARIO

(en millions de dollars courants)

			Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes		
	1984	1985	1985-1984		1984	(%)	1985
Industries manufacturières	1 954 (4 704)	3 272 (6 613)	67,4	(40,5)	-4,3	(-3,8)	1,7 (-2,3)
Industries non manufacturières	4 495 (18 788)	5 039 (21 322)	12,1	(13,4)	2,1	(-6,9)	-1,2 (-0,4)
<u>TOTAL</u>	6 449 (23 492)	8 311 (27 935)	28,8	(18,9)	0,1	(-6,3)	-0,1 (-0,8)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1984-1985; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1985 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 40

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ONTARIO

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>	<u>(%)</u>	<u>1985</u>	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	65,6	(41,3)	-4,5	(-5,5)	4,7	(-0,8)
Industries non manufacturières	18,3	(30,7)	-7,4	(-7,5)	2,6	(1,2)
<u>TOTAL</u>	52,6	(34,3)	-5,3	(-6,8)	4,3	(0,4)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	70,6	(39,6)	-3,8	(-1,7)	-3,3	(-4,1)
Industries non manufacturières	11,3	(7,3)	3,3	(-6,7)	-1,7	(-1,0)
<u>TOTAL</u>	20,0	(11,7)	2,2	(-6,0)	-2,0	(-1,5)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 41

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ONTARIO

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>		<u>(%) 1985</u>	
Entreprises du <u>secteur public</u>	14,0	(6,9)	1,1	(-9,4)	1,2	(-1,0)
Entreprises du <u>secteur privé</u>	36,2	(24,6)	-0,5	(-4,7)	-0,6	(-0,8)
Industries manufacturières	67,1	(42,2)	-3,9	(-3,3)	1,5	(-2,1)
Industries non manufacturières	11,2	(17,6)	2,5	(-5,2)	-3,0	(-0,1)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 42

ENTREPRISES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL EN ONTARIO *
PRÉVISIONS DE 1985 ET 1986

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1985-1984			1986-1985		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	69,3 (63,4)	16,1 (22,9)	14,5 (13,6)	74,1 (67,0)	18,5 (27,2)	7,2 (5,6)
Ventes à l'exportation	47,0 (48,9)	34,0 (31,1)	19,0 (19,8)	50,5 (51,9)	38,3 (38,1)	11,1 (9,9)
Bénéfices	66,3 (60,5)	13,1 (17,3)	20,4 (22,0)	76,8 (73,0)	14,0 (20,8)	9,0 (6,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	25,0 (21,9)	47,5 (51,8)	27,4 (26,1)	26,0 (24,0)	59,3 (62,2)	14,6 (13,7)
Situation financière des entreprises	53,6 (50,6)	35,7 (38,2)	10,5 (11,0)	52,0 (50,2)	42,2 (45,4)	5,6 (4,3)
Situation des entreprises canadiennes	57,5 (53,2)	37,5 (41,9)	5,0 (4,8)	47,5 (49,0)	48,3 (47,2)	4,1 (3,6)
Climat de l'investissement étranger	33,8 (31,8)	63,3 (64,3)	2,8 (3,7)	32,3 (29,6)	61,9 (65,6)	5,6 (4,6)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Cent trente-huit entreprises dont le siège social se trouve en Ontario ont participé à l'enquête.

TABLEAU 43

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1984-1985

RÉGION DES PRAIRIES

(en millions de dollars courants)

	1984		1985		Taux de variation annuels 1985-1984		Révisions entre les enquêtes			
							1984	(%)	1985	
Industries manufacturières	341	(4 704)	406	(6 613)	19,1	(40,5)	-9,6	(-3,8)	-2,3	(-2,3)
Industries non manufacturières	6 674	(18 788)	8 503	(21 322)	27,4	(13,4)	-8,9	(-6,9)	3,2	(-0,4)
<u>TOTAL</u>	7 015	(23 492)	8 909	(27 935)	27,0	(18,9)	-9,0	(-6,3)	2,9	(-0,8)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1984-1985; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1985 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 44

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1984-1985

MANITOBA

(en millions de dollars courants)

	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>Taux de variation annuels</u>		<u>Révisions entre les enquêtes</u>		
			<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>	<u>(%)</u>	<u>1985</u>
Industries manufacturières	60 (4 704)	75 (6 613)	24,1	(40,5)	-14,5	(-3,8)	-6,7 (-2,3)
Industries non manufacturières	444 (18 788)	646 (21 322)	45,4	(13,4)	-13,2	(-6,9)	27,5 (-0,4)
<u>TOTAL</u>	504 (23 492)	721 (27 935)	42,9	(18,9)	-13,3	(-6,3)	22,8 (-0,8)

SASKATCHEWAN

(en millions de dollars courants)

	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>Taux de variation annuels</u>		<u>Révisions entre les enquêtes</u>		
			<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>	<u>(%)</u>	<u>1985</u>
Industries manufacturières	44 (4 704)	53 (6 613)	21,1	(40,5)	-7,6	(-3,8)	-12,2 (-2,3)
Industries non manufacturières	1 007 (18 788)	1 267 (21 322)	25,8	(13,4)	-10,1	(-6,9)	10,9 (-0,4)
<u>TOTAL</u>	1 051 (23 492)	1 320 (27 935)	25,6	(18,9)	-10,0	(-6,3)	9,7 (-0,8)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1984-1985; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1985 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 45

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1984-1985

ALBERTA

(en millions de dollars courants)

	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>Taux de variation annuels</u>		<u>Révisions entre les enquêtes</u>		
			<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>	<u>(%)</u>	<u>1985</u>
Industries manufacturières	222 (4 704)	248 (6 613)	11,9	(40,5)	-8,7	(-3,8)	2,8 (-2,3)
Industries non manufacturières	5 008 (18 788)	6 233 (21 322)	24,4	(13,4)	-8,7	(-6,9)	-1,8 (-0,4)
<u>TOTAL</u>	5 230 (23 492)	6 481 (27 935)	23,9	(18,9)	-8,7	(-6,3)	-1,6 (-0,8)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1984-1985; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1985 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 46

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

RÉGION DES PRAIRIES

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>	<u>(%)</u>	<u>1985</u>	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	15,1	(41,3)	-7,6	(-5,5)	-13,7	(-0,8)
Industries non manufacturières	47,3	(30,7)	-7,8	(-7,5)	2,7	(1,2)
<u>TOTAL</u>	45,4	(34,3)	-7,8	(-6,8)	1,8	(0,4)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	23,2	(39,6)	-11,6	(-1,7)	11,9	(-4,1)
Industries non manufacturières	13,5	(7,3)	-9,7	(-6,7)	3,7	(-1,0)
<u>TOTAL</u>	13,9	(11,7)	-9,8	(-6,0)	4,0	(-1,5)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 47

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

RÉGION DES PRAIRIES

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	<u>1985-1984</u>	<u>1984</u> (%)	<u>1985</u>
Entreprises du <u>secteur public</u>	27,7 (6,9)	-14,2 (-9,4)	3,2 (-1,0)
Entreprises du <u>secteur privé</u>	26,7 (24,6)	-7,3 (-4,7)	2,9 (-0,8)
Industries manufacturières	19,3 (42,2)	-9,9 (-3,3)	-2,1 (-2,1)
Industries non manufacturières	27,2 (17,6)	-7,1 (-5,2)	-3,2 (-0,1)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 48

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ALBERTA

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>	<u>(%)</u>	<u>1985</u>	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	14,2	(41,3)	-9,0	(-5,5)	-14,3	(-0,8)
Industries non manufacturières	48,5	(30,7)	-10,0	(-7,5)	-0,5	(1,2)
<u>TOTAL</u>	46,6	(34,3)	-9,9	(-6,8)	-1,2	(0,4)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	8,2	(39,6)	-8,1	(-1,7)	56,0	(-4,1)
Industries non manufacturières	4,3	(7,3)	-7,6	(-6,7)	-3,3	(-1,0)
<u>TOTAL</u>	4,4	(11,7)	-7,6	(-6,0)	-2,1	(-1,5)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 49

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ALBERTA

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	<u>1985-1984</u>		<u>1984</u>	<u>(%)</u>	<u>1985</u>	
<u>Entreprises du secteur public</u>	18,6	(6,9)	-13,2	(-9,4)	-14,2	(-1,0)
<u>Entreprises du secteur privé</u>	24,7	(24,6)	-7,9	(-4,7)	0,7	(-0,8)
Industries manufacturières	11,9	(42,2)	-8,7	(-3,3)	2,8	(-2,1)
Industries non manufacturières	25,4	(17,6)	-7,9	(-5,2)	0,6	(-0,1)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 50

**SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL DANS LES PRAIRIES
PRÉVISIONS DE 1985 ET 1986**

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1985-1984			1986-1985		
	<u>HAUSSE/ AMELIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMELIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	47,6 (63,4)	30,9 (22,9)	21,4 (13,6)	51,2 (67,0)	46,1 (27,2)	2,5 (5,6)
Ventes à l'exportation	30,0 (48,9)	50,0 (31,1)	20,0 (19,8)	40,0 (51,9)	48,0 (38,1)	12,0 (9,9)
Bénéfices	51,1 (60,5)	23,2 (17,3)	25,5 (22,0)	70,0 (73,0)	27,5 (20,8)	2,5 (6,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	26,6 (21,9)	48,8 (51,8)	24,4 (26,1)	30,0 (24,0)	67,5 (62,2)	2,5 (13,7)
Situation financière des entreprises	40,9 (50,6)	45,4 (38,2)	13,6 (11,0)	55,0 (50,2)	40,0 (45,4)	5,0 (4,3)
Situation des entreprises canadiennes	46,5 (53,2)	48,8 (41,9)	4,6 (4,8)	46,1 (49,0)	53,8 (47,2)	0,0 (3,6)
Climat de l'investissement étranger	32,1 (31,8)	60,7 (64,3)	7,1 (3,7)	28,0 (29,6)	68,0 (65,6)	4,0 (4,6)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Cinquante-trois des entreprises dont le siège social se trouve dans la région des Prairies ont participé à l'enquête.

**SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL EN ALBERTA
PRÉVISIONS DE 1985 ET 1986**

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1985-1984			1986-1985		
	<u>HAUSSE/ AMELIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMELIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	45,1 (63,4)	35,4 (22,9)	19,3 (13,6)	57,1 (67,0)	42,8 (27,2)	0,0 (5,6)
Ventes à l'exportation	28,5 (48,9)	57,1 (31,1)	14,2 (19,8)	43,7 (51,9)	50,0 (38,1)	6,2 (9,9)
Bénéfices	58,0 (60,5)	29,0 (17,3)	12,9 (22,0)	71,4 (73,0)	25,0 (20,8)	3,5 (6,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	33,3 (21,9)	42,4 (51,8)	24,2 (26,1)	35,7 (24,0)	60,7 (62,2)	3,5 (13,7)
Situation financière des entreprises	46,8 (50,6)	46,8 (38,2)	6,2 (11,0)	57,1 (50,2)	35,7 (45,4)	7,1 (4,3)
Situation des entreprises canadiennes	51,6 (53,2)	45,1 (41,9)	3,2 (4,8)	55,5 (49,0)	44,4 (47,2)	0,0 (3,6)
Climat de l'investissement étranger	30,4 (31,8)	60,8 (64,3)	8,6 (3,7)	25,0 (29,6)	70,0 (65,6)	5,0 (4,6)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Trente-cinq des entreprises dont le siège social se trouve dans la région de l'Alberta ont participé à l'enquête.

TABLEAU 51

DÉPENSES EN IMMOBILISATION DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1984-1985

C.-B. ET RÉGION DU NORD

(en millions de dollars courants)

			Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes		
	1984	1985	1985-1984		1984	(%)	1985
Industries manufacturières	549 (4 704)	636 (6 613)	15,7 (40,5)		-4,6	(-3,8)	-18,6 (-2,3)
Industries non manufacturières	2 363 (18 788)	2 157 (21 322)	-8,8 (13,4)		-5,9	(-6,9)	-3,7 (-0,4)
<u>TOTAL</u>	2 912 (23 492)	2 793 (27 935)	-4,1 (18,9)		-5,6	(-6,3)	-7,6 (-0,8)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Il s'agit de sommes en dollars pour les années 1984-1985; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1985 et se rapportent aux entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'octobre 1984 et d'avril 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 52

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

C.-B. ET RÉGION DU NORD

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1985-1984		1984	(%)	1985	
<u>Entreprises étrangères</u>						
Industries manufacturières	37,8	(41,3)	-7,1	(-5,5)	-16,0	(0,8)
Industries non manufacturières	-3,9	(30,7)	-3,3	(-7,5)	-5,2	(1,2)
<u>TOTAL</u>	1,3	(34,3)	-3,8	(-6,8)	-7,3	(0,4)
<u>Entreprises canadiennes</u>						
Industries manufacturières	8,9	(39,6)	-3,8	(-1,7)	-19,6	(-4,1)
Industries non manufacturières	-11,8	(7,3)	-7,4	(-6,7)	-2,7	(-1,0)
<u>TOTAL</u>	-7,1	(11,7)	-6,6	(-6,0)	-7,8	(-1,5)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 53

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

C.-B. ET RÉGION DU NORD

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	1985-1984	1984	(%) 1985
Entreprises du <u>secteur public</u>	-28,1 (6,9)	-7,8 (-9,4)	-3,1 (-1,0)
Entreprises du <u>secteur privé</u>	5,1 (24,6)	-4,8 (-4,7)	-8,7 (-0,8)
Industries manufacturières	15,7 (42,2)	-4,6 (-3,3)	-18,6 (-2,1)
Industries non manufacturières	1,3 (17,6)	-4,8 (-5,2)	-4,0 (-0,1)

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

TABLEAU 54

ENTREPRISES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL EN C.-B. ET DANS LA RÉGION DU NORD *
PRÉVISIONS DE 1985 ET 1986

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1985-1984			1986-1985		
	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>	<u>HAUSSE/ AMÉLIORATION</u>	<u>AUCUNE MODIFICATION</u>	<u>BAISSE/ DÉGRADATION</u>
Ventes au Canada	69,5 (63,4)	21,7 (22,9)	8,6 (13,6)	65,2 (67,0)	30,4 (27,2)	4,3 (5,6)
Ventes à l'exportation	60,8 (48,9)	21,7 (31,1)	17,3 (19,8)	65,2 (51,9)	34,7 (38,1)	0,0 (9,9)
Bénéfices	52,0 (60,5)	16,0 (17,3)	32,0 (22,0)	76,0 (73,0)	24,0 (20,8)	0,0 (6,0)
Emploi dans les entreprises canadiennes	11,5 (21,9)	61,5 (51,8)	26,9 (26,1)	19,2 (24,0)	61,5 (62,2)	19,2 (13,7)
Situation financière des entreprises	52,0 (50,6)	36,0 (38,2)	12,0 (11,0)	56,0 (50,2)	44,0 (45,4)	0,0 (4,3)
Situation des entreprises canadiennes	52,0 (53,2)	48,0 (41,9)	0,0 (4,8)	64,0 (49,0)	36,0 (47,2)	0,0 (3,6)
Climat de l'investissement étranger	25,0 (31,8)	75,0 (64,3)	0,0 (3,7)	25,0 (29,6)	75,0 (65,6)	0,0 (4,6)

Nota : Aux fins de comparaison, les chiffres recueillis pour l'ensemble du Canada figurent entre parenthèses.

* Trente-deux des entreprises dont le siège social se trouve en Colombie-Britannique et dans la région du Nord ont participé à l'enquête.

ANNEXE

ANNEXE

Nature et portée de l'enquête sur les intentions d'investissement des entreprises

1) Tous les tableaux présentant des données régionales sont fondés sur un échantillon d'entreprises " ajusté " afin d'éviter des variations du nombre d'entreprises fournissant des données chaque année et lors de différentes enquêtes. Cet ajustement permet de procéder à des comparaisons cohérentes, puisque seules les données correspondant à des entreprises ayant répondu aux deux dernières enquêtes pour des années déterminées, c'est-à-dire 1984 et 1985, sont utilisées. On parle dans ce cas d'échantillon ajusté sur deux enquêtes - deux années.

Ce système d'ajustement est appliqué séparément aux diverses catégories d'investissement indiquées dans les tableaux régionaux. Par conséquent, les totaux régionaux obtenus d'après cette méthode d'échantillonnage ajusté ne correspondent pas nécessairement aux chiffres totaux pour le Canada.

2) Le problème que pose les entreprises qui ne fournissent pas la répartition régionale de leurs investissements ne tire pas à conséquence. Le tableau qui suit permet de rapprocher l'ensemble des sommes déclarées au tableau 1 et le total des investissements réparti par région.

	<u>1984</u>	<u>1985</u>
	(en milliards de dollars courants)	
Totaux d'après le tableau 1	23,49	27,84
Sommes déclarées par région		
Atlantique	2,04	2,04
Québec	3,86	4,37
Ontario	6,45	8,31
Prairies	7,01	8,91
C.-B. et Nord	2,91	2,79
Non réparti*	<u>0,45</u>	<u>0,17</u>
Total	<u>22,72</u>	<u>26,59</u>
Différence entre les totaux	0,77	1,35
Partie de la différence expliquée par l'ajustement	0,40	0,61
Partie de la différence expliquée par l'absence de réponse	0,37	0,74

Nota : Données réelles de 1984 et projets révisés pour 1985.

* Cette catégorie comprend les investissements non attribués à une région particulière, faute de savoir dans quelle province ou région ils seraient effectués, ainsi que les dépenses consacrées à des machines et à du matériel mobiles qui ne sont pas affectés à une région précise, comme le matériel roulant ferroviaire ou les navires.

3) Le fait que les entreprises déclarent leurs données dans le cadre de la société plutôt que de l'établissement influe certainement sur la répartition sectorielle, tant au niveau régional que pour l'ensemble du Canada, c'est-à-dire sur le classement des investissements dans des catégories comme la fabrication, l'exploitation des ressources, etc. Par conséquent, les résultats sectoriels de l'enquête du MEIR ne peuvent être comparés à ceux de l'Enquête sur les investissements privés et publics au Canada de Statistique Canada, car les chiffres d'investissement recueillis dans le cadre des sociétés sont répartis entre les divers secteurs industriels en fonction de l'activité principale de chaque société. Nous croyons tout de même que les sociétés interrogées sont responsables d'une proportion importante de l'ensemble des investissements au Canada, signalés par Statistique Canada.

4) Le tableau qui suit indique le nombre des sociétés dont les statistiques d'investissement sont ajustées et qui participent à l'enquête du MEIR dans le secteur manufacturier et le secteur non manufacturier, ainsi que selon la région de l'investissement. Comme l'enquête porte sur les grandes entreprises, ces dernières prévoient généralement investir dans plus d'une région, de sorte que les chiffres relatifs à l'ensemble du Canada ne correspondent pas à la somme des chiffres régionaux.

	<u>Atlantique</u>	<u>Québec</u>	<u>Ontario</u>	<u>Prairies</u>	<u>C.-B. et Nord</u>	<u>CANADA</u>
Manuf.	34	88	112	65	53	152
Non manuf.	45	47	66	82	65	126
TOTAL	79	135	178	147	118	278

